

TRAVAILLEURS

Parti Communiste Marxiste Léniniste



N°24 — Février-Mars 1985 — 12,00 F

ISSN 0754-281 X

LA PAROLE AUX PEUPLES COLONISES

PS — 4 ANS DE GESTION

PCF — XXV^e CONGRES

FEUE LA GAUCHE?



LA QUESTION

L'effet Le Pen n'en finit pas d'agiter les médias et la classe politique, à droite comme à gauche — un peu tardivement, d'ailleurs, pour cette dernière. Dernièrement, une enquête publiée par *Libération* révélait, témoignages à l'appui, le rôle joué par le lieutenant parachutiste Le Pen sur fond de bataille d'Alger... Malgré l'évidence de la véracité des témoignages, Le Pen nie : « A Alger, je n'étais pas chargé des enquêtes policières. Je n'ai exercé aucun sévère sur des prisonniers, et encore moins torturé... » Quand il ajoute : « Je me suis attaché aussi à comprendre les motivations des hommes arrêtés... », on a comme un haut-le-cœur, car si quelqu'un était « attaché » dans l'histoire... ce n'était certainement pas le « questionneur ». Pour Le Pen, il va de soi que ce n'est qu'une campagne de plus, orchestrée par le pouvoir socialiste, pour le dévaloriser aux yeux d'électeurs potentiels. La villa des Roses, à Alger, était un lieu paradisiaque où le gentil lieutenant-député s'évertuait à ramener les brebis égarées dans le droit chemin... de la France coloniale, n'en doutons pas. Ses dénégations en prennent un coup quand il déclare sur RMC : « Entre la défense des civils (...) et causer des douleurs à des tueurs qui n'acceptent aucune loi, il est bien évident que même si je ne me suis pas trouvé dans la situation d'avoir à le faire, j'approuve tout à fait de l'avoir fait... » Un lapsus significatif. Ici, dans la France des années 80, Le Pen et son F.N. profitent des résultats de la crise (le chômage, la misère...) pour se développer encore... Leurs thèses xénophobes et racistes rencontrent un écho certain : 8,70% au premier tour des cantonales — sans parler des villes où le F.N. dépasse 30%... Le « croisé » défenseur des valeurs sacrées de l'Occident, face à l'envahisseur immigré : ça marche encore... surtout quand les valeurs foutent le camp. La droite parlementaire en sait quelque chose; elle qui sert de marchepied à celui qui l'encombre quelque peu aujourd'hui. Et à gauche? On continue à suivre le ronron tranquille de la « politicaille »... en visant à maintenir le score. La campagne « anti-Le Pen » annoncée par le P.S. avant le scrutin cantonal, a de ces allures de pétard mouillé! Pour Le Pen, la bataille d'Alger est loin. Mais il lui reste encore de beaux jours. L'ex-lieutenant est toujours au créneau et son combat reste le même. La défense d'une « certaine » France, raciste et xénophobe. Pour l'exemple, on peut citer une des « 11 mesures » de Le Pen « pour régler le problème de l'immigration »... concernant les foyers Sonacotra : « Faire procéder au paiement des loyers des 400 000 logements de la Sonacotra. Faute de quoi, les mauvais payeurs seront expulsés et les logements vides attribués à des demandeurs nationaux. » D'une pierre deux coups, on expulse les immigrés — déjà exploités jusqu'à la moelle par ce marchand de sommeil — et on résout le problème du logement pour les Français... Plus démagogue que lui, tu meurs! La bataille d'Alger est loin, mais il y a la Nouvelle-Calédonie... où le Front calédonien s'illustre avec le soutien militant de son grand frère... Le Pen caresse peut-être le rêve d'y aller faire de la psychologie appliquée en tenue camouflée...

Claude DHALLUIN

SOMMAIRE

PS : 4 ans de gestion	3-4-5
Feue la gauche?	5-6-7-8
PCF : XXV ^e Congrès	8-9-10-11
Parlons ensemble de la classe ouvrière en mutation	12-13
Flash PCML	15-16-17-18
DOM-TOM : La parole aux peuples colonisés	14-19
— Interview de l'UPLG	20-21
— Interview du FD Comores	22-23
— Interview du FLNKS	24-25
Chine :	
— Le défi du développement	26-27-28
— La jeunesse chinoise aujourd'hui	29-30-31
Les lecteurs ont la parole	31
Contre l'apartheid en Afrique du Sud	32

Ont participé à ce numéro : Pierre Bauby, Suzanne Bernard, Claude Dhalluin, Alain Dupré, Camille Granot, Dominique Lardeux et Alain Sentier.

Un supplément à *Travailleurs toujours* d'actualité :

COMBATTRE LA DROITE ET SES EXTREMES

Au sommaire :
— un entretien entre P. Bauby et J.-L. Parodi sur les résultats des européennes;
— une interview d'Alain Rollat, journaliste au Monde et co-auteur de « l'Effet Le Pen »;
— divers articles : « Libéralisme : démagogie ou réalité »; « Reconquête et division »; « Le patronat d'aujourd'hui »; « Pourquoi Grenoble est-elle tombée à droite? »; « La politique industrielle de la droite », un débat avec C. Ysmal et M.J. Chombart de Lauwe.
Passer commande à Presse d'Aujourd'hui BP90 75962 Paris Cedex 20 (10F)

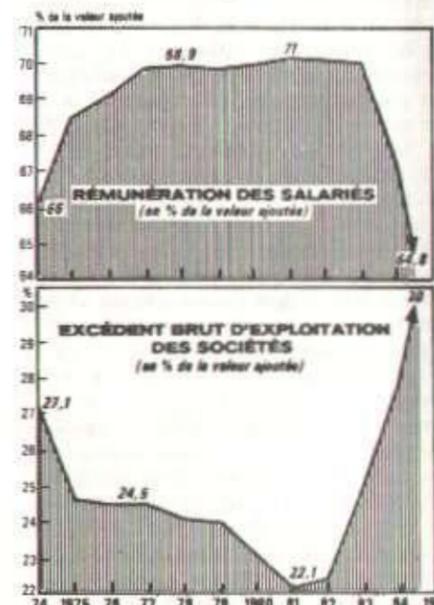
Travailleurs : B. P. 90 - 75962 Paris Cedex 20 — Tél. 16 (1) 366 71 53
Directeur de publication : M. Cuisinier. Abonnement un an : 100,00 F
Commission paritaire n° 10402.
Imprimerie Presse d'Aujourd'hui, B. P. 90 — 75962 Paris Cedex 20.

PS : QUATRE ANS DE GESTION

Cela va faire quatre ans en mai que le Parti socialiste met en œuvre ses conceptions économiques et sociales dans la gestion des affaires gouvernementales. Un tel délai permet d'analyser la stratégie mise en œuvre et d'en tirer des leçons pour une autre politique.

Il est clair aujourd'hui qu'un changement d'orientation de la politique économique et sociale est intervenu en juin 1982, avec l'adoption de la politique de « rigueur », amplifiée en mars 1983 et depuis. La première année, étaient intervenues certaines mesures sociales (relèvement du SMIC et des allocations familiales, 39 h, 5^e semaine de congés...), la mise à niveau de la législation sociale sur celle de la plupart des autres pays occidentaux (lois Auroux), des réformes de structures (nationalisations, décentralisation). La « contrainte extérieure » s'est cependant rapidement développée (déficit commercial, endettement, spéculation sur le franc). A partir de juin 1982, les priorités changent. Ce sont dorénavant la lutte contre l'inflation, la désindexation des salaires par rapport aux prix, la restauration des profits des entreprises et l'amélioration de leur compétitivité, le rééquilibrage extérieur, l'accélération de la modernisation industrielle. Ce qu'on appelle le « rétablissement des grands équilibres économiques ».

« Impossible de défier les lois de la pesanteur économique » explique François Mitterrand (cf. page 4). « La nature même de l'action gouvernementale est



Source : Le Monde du 17/1/1985

dans la rencontre entre la volonté politique (codifiée par le programme) et les contraintes du moment. Gouverner, c'est arbitrer chaque jour entre ces deux impératifs » précise Jean Poperen (*Le nouveau contrat socialiste* - Ramsay).

Ces « contraintes », ces « lois de la pesanteur économique » tiennent, en fait, à la mise en œuvre des orientations stratégiques fondamentales du PS, l'insertion dans le marché impérialiste mondial tel qu'il est, le respect des lois économiques et politiques du système capitaliste qu'il s'agirait de transformer graduellement.

LA « CONTRAINTÉ » IMPÉRIALISTE

Crise économique mondiale, hausse du dollar, interdépendance des économies occidentales, endettement : telles sont les « contraintes extérieures ». Quelles en sont les causes? La politique économique de Reagan manifeste la contre-offensive de l'impérialisme US pour faire face au déclin relatif enregistré depuis le milieu des années 60. Les taux d'intérêt élevés, provoquant plus que le doublement du dollar, sont utilisés pour faire financer le déficit US, faire supporter le poids de sa crise à la fois par les autres pays capitalistes occidentaux, en particulier les pays européens, et surtout par les pays du Tiers Monde, victimes d'un endettement croissant. Telles sont les « règles du jeu » imposées par l'impérialisme américain à l'ensemble du système impérialiste mondial, règles acceptées par la plupart des autres gouvernements capitalistes et impérialistes occidentaux, en particulier en Grande-Bretagne par Thatcher.

Ces contraintes ne sont fatales que si le choix est fait de maintenir la France dans le cadre des alliances antérieures, au sein du marché impérialiste mondial, dans l'espoir que capitaux et groupes français en profitent. Car le dollar est un instrument privilégié pour les placements spéculatifs et les investissements à l'étranger des groupes impérialistes français, privés comme nationalisés, pour le redéploiement des capitaux. L'agressivité des groupes américains, japonais, allemands, sur le marché français va de pair avec l'agressivité des groupes français sur les marchés étrangers.

Telle est d'ailleurs la justification donnée par François Mitterrand à la nationalisation des principales multinationales industrielles et bancaires françaises. Jean Poperen est plus précis : « A l'époque où ils étaient "privés", la plupart des groupes aujourd'hui nationalisés n'avaient-ils pas fait preuve de leur lenteur à innover, à entreprendre, à moderniser pour disputer le terrain de la concurrence internationale, preuve, souvent, de leur sclérose? (...) Ils commencent à jouer le rôle pour lequel ils ont été conçus et qui était la finalité principale du programme de nationalisation : être la base opérationnelle principale, la force d'entraînement de l'appareil de production industrielle. »

Ce sont ces mêmes orientations stratégiques qui ont amené à refuser toute politique active des taux de change du franc par rapport aux autres monnaies, toute sortie du système monétaire européen, toute mesure protectionniste — en dehors de l'affaire, toute symbolique, des magnétoscopes de Poitiers. A ces initiatives, qui auraient permis de soulever les contraintes, de rechercher de nouvelles alliances avec les autres victimes du marché mondial, de l'hégémonie du dollar, de la contre-offensive de l'impérialisme US, en particulier les peuples et pays du Tiers Monde, a été préféré inscrire la poli-

suite page 4

MODERNISATION, ECONOMIE MIXTE ET RUPTURE

Dans une longue interview à *L'Expansion* (16 novembre au 6 décembre), François Mitterrand a dressé le bilan économique et social à mi-septennat et précisé ses orientations :

« Lorsque nous sommes arrivés au pouvoir, c'était la crise. La droite, qui se prétendait gestionnaire, avait échoué. (...) Mais la crise restait. La première question qui s'est posée à nous a été celle-ci : comment sortir de la crise par une meilleure gestion que celle de nos devanciers tout en réalisant les progrès sociaux indispensables que cette crise rendait pourtant plus difficiles ? Impossible pour nous d'ignorer les justes revendications des classes populaires demeurées sans réponse pendant des décennies. Impossible aussi de défler les lois de la pesanteur économique. C'est à cette contradiction que nous sommes affrontés (...). Nos prévisions, conformes à celles de la quasi-totalité des experts, étaient qu'en l'espace de deux ans la crise s'atténuerait suffisamment pour que nous puissions nous trouver sur le bon versant de la vague au moment où, malgré l'alourdissement de nos finances publiques, les équilibres seraient à notre portée. Dès que nous avons constaté que la tendance tardait à s'affirmer, nous avons adapté notre politique à cette situation.

« Nous avons entrepris la modernisation et la restructuration de l'industrie pour que celle-ci produise des objets capables d'alimenter le marché intérieur et de supporter la concurrence internationale. Hors de cela, point de salut. Nous avons mobilisé tous les moyens pour améliorer, adapter, accélérer la formation des jeunes aux métiers qu'ils feront et pour accroître la mobilité des travailleurs de tous âges vers les techniques nouvelles. (...) Nous avons donné à l'éducation, à la recherche, à la culture priorité sur les autres activités. Elles forgeront l'instrument de la puissance industrielle française. (...) Certes, le mot "moderniser" ne peut servir à tout. Mais quelle entreprise publique ou privée survivra si elle est rejetée hors du champ de la concurrence internationale ? (...) Ce n'est en tout cas ni le protectionnisme, ni le maintien en l'état d'entreprises dépassées, ni la substitution des fonds publics aux défaillances des fonds privés qui répondront à la question.

« Nous nous appuyons en France sur un secteur public élargi en voie de réussite. C'est très net par rapport à l'état de faiblesse où vivaient les entreprises privées avant leur nationalisation. Nous pouvons agir à partir de points forts : moyens de transport (aéronautique, chemins de fer, métro, automobile aussi), télécommunications, nucléaire, logiciels, agro-alimentaire, chimie fine, etc. Nous sommes parvenus à un point d'équilibre intéressant entre secteur public et secteur privé. La société d'économie mixte dont j'ai parlé ne s'abandonne ni à l'ultralibéralisme anglais ni au collectivisme chinois. C'est un alliage prometteur. J'ajoute que nous n'avons pas connu de grave conflit social. (...) De cette économie mixte, je ne fais pas une théorie. J'ai décrit la pratique actuelle telle qu'elle se développe dans l'état des forces présentes. Il n'empêche que c'est bien une rupture avec le capitalisme que de nationaliser le crédit et les grands pôles industriels. (...) La cohabitation des deux types de société sera longue. Elle correspond au stade d'évolution que connaît l'économie occidentale quand les forces de progrès sont au pouvoir. Assurément, si les partis conservateurs l'emportaient, ils chercheraient à détruire toute structure pouvant gêner le grand capitalisme redevenu maître du jeu. »

suite de la page 3

tique française dans la logique impérialiste des politiques d'austérité des USA et des voisins européens de la France.

Ainsi, pour rééquilibrer les comptes extérieurs, a été mise en œuvre une politique classique de récession : la réduction des importations — qui pourrait être obtenue par des mesures protectionnistes quantitatives et qualitatives sectorielles efficaces, ce dont les autres pays, en premier lieu les USA, ne se privent pas, ou par la variation des taux de change — passe par la diminution de l'ensemble de la demande intérieure, en baissant le pouvoir d'achat, en désindexant les salaires par rapport aux prix. Une telle politique entraîne directement — à la différence des mesures protectionnistes — ralentissement de la croissance et augmentation du chômage.

RECONSTITUTION DES PROFITS

Cette orientation stratégique a amené la mise en œuvre d'une politique d'austérité pour les travailleurs : baisse sensible du pouvoir d'achat des salaires, pour la première fois depuis 1945, relèvement important des cotisations sociales, augmentation accélérée du chômage, mises en cause de la protection sociale, en particulier quant à l'indemnisation du chômage (taux et durée) et au ralentissement de la progression des dépenses de santé.

Ces choix économiques et politiques stratégiques ont conduit à agir de plus en plus en faveur des capitaux et de leur redéploiement, à céder aux pressions et menaces du grand capital : augmentation régulière des aides et subventions aux entreprises — « *Aucun gouvernement, depuis des années, n'a fait autant pour stimuler, notamment par de multiples incitations financières, l'investissement privé* » précise Jean Poperen — exonérations de charges, reculs sur certaines réformes comme les droits des travailleurs, la démocratisation du secteur public, les 35h. La politique mise en œuvre consiste à opérer un important transfert de ressources des poches des travailleurs vers les profits des entreprises. En deux années, les résultats ont été rapides : les profits ont désormais retrouvé leur niveau d'avant la crise. (voir graphique page 3)

On en attend une reprise des investissements qui permettrait ultérieurement la relance de la croissance et la création d'emplois permettant d'enrayer la progression du chômage. Mais l'augmentation des profits ne débouche aujourd'hui que sur la reconstitution des fonds propres des entreprises et des placements financiers, souvent à l'étranger. Les investissements ne redémarrent que dans quelques secteurs où les exportations progressent du fait de la reprise économique US. La fragilité de celle-ci montre la précarité des résultats à attendre de la politique retenue.

L'accélération de la politique de modernisation trouve ici ses limites. Elle a jusqu'ici d'abord consisté en des suppressions massives d'emplois dans les secteurs les plus touchés par la concurrence internationale, dans le but d'améliorer leur compétitivité. Mais une contradiction existe entre la politique de récession et d'austérité et une politique industrielle active. Cette dernière suppose, en effet, qu'il y ait un marché intérieur solvable en croissance, ce qui n'est pas le cas.

LE « COMPROMIS »

Ces différents choix de politique économique correspondent à la stratégie globale du PS exprimée comme « *compromis entre pouvoir économique et pouvoir politique* » lors du Congrès de Valence, en octobre 81, comme « *économie mixte* » ou « *cohabitation de deux types de société* » par François Mitterrand. Les nationalisations en sont l'illustration, décrites comme « *rupture avec le capitalisme* » par F. Mitterrand comme par J. Poperen (« *Nous n'avons pas "rompu" avec notre stratégie de rupture, comme on a voulu le faire croire ces derniers mois, puisque nous avons rompu avec la domination exclusive du capitalisme privé.* »). Principales multinationales françaises, on l'a vu, les nationalisées ne sont en fait en rien une rupture avec le capitalisme et l'impérialisme, mais accentuent la concentration des capitaux, permettent le redéploiement de l'impérialisme français pour faire face à la crise mondiale. Toujours guidées par la recherche du profit maxi-

mum, elles constituent une pièce maîtresse d'un développement nouveau et spécifique du système capitaliste.

Jean Poperen développe longuement la thèse du compromis : « *Notre politique est une politique de compromis. Notre plate-forme électorale de 1981 était une plate-forme de compromis. Nous ne voulons pas tout changer, ni maintenant ni plus tard. (...) Compromis avec le patronat, avec l'organisme le plus représentatif de l'ensemble des chefs d'entreprise, le CNPF. (...) La coexistence est possible, même si elle est conflictuelle. (...) Les accords ne sont pas la trahison de l'une des parties, en l'occurrence du monde du travail; ils sont, au contraire, conçus comme la garantie de ces intérêts, eux-mêmes conditionnés par la réussite d'intérêts communs.* » Cette stratégie bute sur les réalités que sont à la fois l'opposition grandissante

des forces du capital et de la droite sur tous les terrains, le poids et la force des rouages économiques et politiques du système lui-même; elle s'est transformée en une soumission croissante aux lois et règles du système impérialiste en crise.

« *La social-démocratie, c'est le changement progressif, préféré à la stratégie du "grand soir" et de la "table rase", c'est le changement par étapes, dont chacun des compromis successifs tire sa réalité politique de la sanction du suffrage universel! C'est le changement par la voie démocratique. C'est l'infléchissement graduel de "l'équilibre", qui permet ce choix, cette ouverture sur l'avenir, c'est le refus des deux autres réponses du monde contemporain* » répond Jean Poperen. Elle laisse, en fait, un vaste champ d'action à l'offensive politique, économique et idéologique des forces du capital et de la droite, tandis qu'elle renforce repli sur soi, désarroi et déstabilisation des références au sein du mouvement ouvrier et populaire. Cette stratégie aboutit à encadrer et à canaliser ce mouvement sur les voies de la « gestion de gauche » de la crise du capital et à lui faire perdre en autonomie, en force et en liens avec la grande masse des travailleurs et du peuple de notre pays.

Pierre BAUBY

FEUE LA GAUCHE?

La gauche est en crise. Ce mot qui mit des millions d'hommes et femmes dans les rues dans les années 70, produit à la moitié des années 80 interrogations et scepticisme, voire rejet et dégoût, chez ceux dont « le cœur — disent-ils — reste à gauche ». Ses protagonistes les plus illustres des états-majors politiques s'interrogent sur la validité et le contenu du « concept ». Beaucoup, parmi les jeunes générations et les forces alternatives, récusent les termes « droite » et « gauche ».

Feue la gauche donc? Crise conjoncturelle ou crise historique, inscrite dans les mutations économiques et sociales de cette fin de siècle et dans l'essoufflement et l'impasse des modèles anciens? Quelles issues sont proposées par les tenants de la gauche? Quelles issues autres se dessinent, susceptibles, si elles s'affermissent, de construire du nouveau?

Les résultats des européennes en juin 84 ont été à la fois révélateur et catalyseur. Révélateur de « l'état de l'opinion » : sanction de la politique gouvernementale, désaffection grandissante vis-à-vis du PS, nouveau recul du PCF, parallèlement à une poussée de la droite et ses extrêmes. Catalyseur d'un « redéploiement stratégique » à gauche, avec le départ des quatre ministres du PCF du gouvernement et la « mise en opposition » du PCF.

Dès septembre 84, Jean Poperen, dirigeant du PS, avalise le redéploiement : « *Les socialistes doivent assumer l'essentiel de l'effort de rassemblement des forces de la gauche, et nous sentons bien que c'est une grande responsabilité pour nous, mais croyez-moi, nous l'assurons. Car c'est vrai que nous sommes la principale force de gauche, et je crois de façon définitive.* » Au Congrès de St-Ouen, Georges Marchais, quant à lui, prend conscience soudain « *des problèmes que pose la notion même de gauche* » et s'écrie : « *On sait que la réduction systématique de la vie nationale à un soi-disant affrontement droite/gauche conduit à une bipolarisation mutilante et qu'étouffe la voix des communistes et de tous ceux qui refusent de se soumettre à*

la crise. » Le « on sait » est assez spécieux, puisque quelques lignes plus loin, Georges Marchais explique — à juste titre — que les années du programme commun et ultérieures ont façonné l'opinion française dans cette optique de la vie politique... Mais peut-être ne savait-il pas alors?

A en croire donc les chefs des états-majors, la gauche qu'ils ont façonnée durant les années 70 n'est plus, une page vient d'être tournée. Pour le PS, la gauche serait lui-même et quelques alliés, MRG et Huguette Bouchardeau? Pour le PCF : lui-même, comme rassembleur de l'anticrise.

FEUE QUELLE GAUCHE?

Ils ont un certain toupet à énoncer cela, après dix à vingt ans d'odes à « l'union de la gauche qui va changer la France » ! Ces affirmations sont marquées au sceau d'une irresponsabilité certaine. Bien sûr, la critique que fait G. Marchais est loin d'être inexacte ou inutile, mais elle vient un peu tard ! Bien des arguments critiques (accord de sommet, poids des institutions) qu'il avance existent depuis des années et des années dans le mouvement politique et militant; Mai 68 recelait d'autres hypothèses que celles des signataires du programme commun. De plus, s'il est vrai que ces vingt-cinq années « d'unification de la gauche » ont abouti au laminage électoral du PCF comme le souligne G. Marchais, elles ont aussi marginalisé la diversité, dévié les aspirations au changement, décrédibilisé les alternatives, accru la concurrence des groupes minorisés, monopolisé la pratique politique. Il est vrai, de 1974 à 1981, le Parti socialiste en renaissance offrit quelque espoir et draina dans sa mouvance certains courants du mouvement

suite page 6

social post-soixantard — féministes, écologistes, culturels, syndicalistes (les Assises). L'exercice du pouvoir rompt assez vite cet effet d'entraînement. Au bout du compte, la fameuse « union de la gauche » fut une représentation politique réductrice et déformante des aspirations et intérêts, des évolutions, de la richesse et de la diversité du mouvement ouvrier et populaire.

Comme le soulignent le XXV^e Congrès du PCF et nombre de politologues, ce modèle d'union fut imposé par la bipolarisation qu'institua la V^e République — Constitution et loi de 1962 pour l'élection du président de la République au suffrage universel. On peut regretter le passé, insulter le PS qui, lui, tira profit de la bipolarisation; ce qui a été fait a été fait. Vingt-cinq ans d'union de la gauche (bataille pour un programme commun, programme commun, rupture, participation gouvernementale) ont façonné une réalité politique, un réflexe unitaire — comme disent les instituts de sondage —, des habitudes et des espoirs. Il ne suffit pas de les qualifier « illusions » en 1985 et de passer à autre chose — le nouveau rassemblement populaire majoritaire anticrise — pour se refaire une virginité — un électoral? Il ne suffit pas non plus de proposer neuf réformes de la Constitution destinées à briser la bipolarisation. Le PCF est comptable de vingt-cinq ans où l'union de la gauche scanda la vie politique, non pas seulement sur le passé dont il fait une autocritique lors de son récent Congrès, mais sur le présent, sur la « matière première » léguée par ces vingt-cinq ans.

Le Parti socialiste, lui aussi, est comptable de cette « matière première » et comptable devant le « peuple de gauche ». Le sentiment populaire quasi unanime « des promesses non tenues » — même si bien des 110 propositions ont été mises en chantier —, en dit long sur sa responsabilité dans la crise de la gauche. On ne saurait prétendre être à la fois le dépositaire unique de l'union de la gauche et des valeurs de liberté, de justice sociale, d'égalité et de solidarité et le parti de gouvernement qui exerce le pouvoir à l'encontre des attentes qu'ils avaient suscitées aux temps bénis de l'union de la gauche! Le PS a ses réponses : le poids de la crise et des contraintes (cf. l'article précédent), les pesanteurs des institutions et de l'appareil d'Etat; il a ses contre-attaques : l'action « dans la durée », la moquerie des « impatiences » et le qualificatif de « n'y a qu'à » attribué à tout courant critique ou propositionnel autre. Qu'on le reconnaisse ou non — et certains socialistes le reconnaissent — l'union de la gauche bute et se brise sur l'exercice du pouvoir de la gauche.

La période 79-81 avait révélé une fracture en deux stratégies divergentes, celle du PS et celle du PCF, sur fond de crise grandissante du mouvement ouvrier et populaire. Battre la droite aux élections et exercer le pouvoir furent alors des moteurs assez puissants pour

faire durer l'alliance en situation de déséquilibre, le PS dominant le PCF. Juin 84 entérine la crise et la rupture, car devient central le positionnement par rapport à l'« expérience de gauche ». Cela est vrai pour le PCF qui sort plus laminé encore de trois années de participation gouvernementale à la dite expérience. Cela est vrai pour le « peuple de gauche » pour qui chômage accru, baisse du pouvoir d'achat et austérité, absence de prise en compte de ses aspirations culturelles, démocratiques, du droit à la différence et à l'expression reculent de plus en plus le modèle d'union de la gauche d'avant 81 et sa stratégie. Feue cette gauche-là pourrait-on dire.

UNE RÉALITÉ...

Doit-on pour autant suivre l'un ou l'autre des tenants des deux grands partis lorsqu'ils prétendent chacun la représenter seul et authentiquement aujourd'hui? Peut-on partager l'appréciation que « le clivage gauche/droite est historiquement dépassé » formulée par François Mitterrand... à l'avènement du mendésisme? La réalité de la « matière première » qu'ils ont façonnée est en fait plus floue certes, mais plus large qu'une union entre ces deux partis et aussi plus complexe. Il suffit d'énumérer les qualificatifs variés attribués à la gauche : deuxième, voire troisième gauche, gauche alternative, gauche autogestionnaire, gauche différente, etc.

Avant d'en éclaircir quelques contours, rappelons un point maintes fois abordé dans les écrits de notre parti (1). La configuration gauche/droite — 50-50 — ne recouvre, et encore moins ne concentre, tous les antagonismes réels et moteurs de la société; plus, elle réduit les possibilités d'alliances en rejet d'un système d'exploitation de l'homme par l'homme, les possibilités d'un rassemblement des 90% contre la cible. Mais si la notion de gauche n'est pas adéquate à la représentation des besoins et des intérêts de la grande majorité des travailleurs et de l'ensemble du peuple, elle est une donnée concrète, dans le sens où Marx écrivait « Le concret est concret, parce qu'il est la synthèse de nombreuses déterminations, donc unité de la diversité. »

Quelles déterminations? L'une, historique, enracinée dans l'histoire politique de la France depuis la Révolution de 1789, a été revivifiée par les institutions de la V^e République comme le souligne le chercheur Olivier Duhamel dans son ouvrage « La gauche et la V^e République » (2). Il s'agit alors d'une détermination institutionnelle, la bipolarisation, qui rencontre une culture et une histoire, que d'aucuns, comme A. Siegfried en 1913, ont voulu concentrées en quelques mots : autorité, hiérarchie, discipline pour la droite, égalité, liberté pour la gauche. Culture qui se reflète dans la conscience populaire : en 1966, 10 à 20% de la population seulement refusaient de se classer dans l'une des catégories, gauche ou droite. Et si le rejet de ce clivage est plus grand aujourd'hui, il se traduit, au plan électoral, plus par l'abstention que par un vote de « centre »; les européennes en ont été l'indice, où le vote sanction a été aussi net que le maintien des clivages. La détermination sociale existe bien sûr, amplement mise en évidence par les enquêtes et les sondages, même si elle est moins mécanique que les discours partisans ne l'expriment, même si les classes populaires que la gauche entend représenter ont profondément évolué depuis des décennies.

Une chose est sûre : l'une des déterminations pratiques et quotidiennement vécues s'opère par rapport à la « droite ». Et ceci en politique mais aussi dans les domaines les plus variés de la vie sociale, les arts, les mœurs, les goûts, les rapports individuels... Aussi, quand G. Marchais, dans son rapport de cinq heures à St-Ouen, consacre quatre lignes à la droite et à l'extrême-droite, il rend bien peu crédible son intention de rassembler à gauche. Quand il poursuit sans jamais évoquer les forces organisées, associatives, syndicales, etc., multiples et diverses existant à gauche, il perd toute crédibilité. Car c'est bien par le mot « gauche », même si « nouvelle », « alternative » ou « troisième », que se repère encore une large part du mouvement ouvrier et populaire aujourd'hui.

... EN CRISE

Une large part, mais non l'intégralité, notamment dans les

jeunes générations. Et ces qualificatifs mêmes montrent assez l'ampleur de la désaffection, l'ampleur d'une crise qui n'est pas conjoncturelle.

Il semble bien aujourd'hui que la cause première, mais non la seule, des bouleversements dans la gauche telle qu'elle s'est reconstituée dans les années 60, tient à la crise et aux mutations de la société française. Déjà, il y a un siècle, Marx remarquait que la bourgeoisie « n'existe qu'à condition de révolutionner sans cesse les instruments de travail, ce qui veut dire le mode de production, ce qui veut dire les rapports sociaux ». Or, chacun d'entre eux le reconnaît en 1985, le Parti socialiste « a sans cesse sous-estimé le phénomène de la crise » et le PCF « a pris un retard considérable » sur la réalité française. On comprend que, dans ces conditions, la forme et le contenu de l'union qu'ils adossèrent à des institutions bipolarisantes, se soient vite essouffés et n'aient pas tenu la route à l'épreuve du pouvoir! Or, dès la fin des années 70, la bourgeoisie, pourtant divisée sur les projets, prend l'offensive du « redéploiement » sur tous les plans — économique, social, idéologique. Dans le même temps, le projet global du programme commun perdure jusqu'aux premières années de l'exercice du pouvoir dans la conscience populaire, alors qu'il est déjà défaillant puis rompu en deux stratégies différentes.

D'autant que les conditions de cet exercice ne sont ni très favorables ni correctement analysées, ni maîtrisées. On crie à la « victoire de la gauche », alors que la division de la droite, associée au recul électoral du PCF, est déterminante. On refuse d'admettre et de prendre en compte ce qui saute aux yeux de quelques politologues et de quelques autres (dont notre parti) : le mouvement ouvrier et populaire est déjà en crise et en défensive! Et les pires solutions s'enchaînent. François Mitterrand considère que le temps travaille pour la gauche : « sept ans pour transformer la France! », car son analyse repose sur le jeu des institutions et non sur celui des forces sociales et politiques dans la situation de crise. Or, les institutions — voire celles qu'il met en place, la décentralisation par exemple — jouent contre les forces sociales et politiques favorables au changement. Le PCF, qui va au gouvernement pour ne pas perdre les fruits d'une gestion de gauche, sort affaibli et déboussolé de sa participation! De fait, tous les facteurs de défensive et de crise ont été aggravés dans la conduite des affaires du pays.

Avant mai 81, nous disions que « la tendance est à la mort du programme commun »; nous pensions le ralliement de G. Marchais comme « poudre aux yeux conjoncturelle ». Aujourd'hui, c'est plus encore. Feue la gauche du programme commun a démaillé et détruit le tissu de toute la gauche. La dominante est au désarroi, à la division et à l'éclatement.

Peut-on aller plus loin dans la recherche des causes en prenant appui sur

les conclusions du président de la Commission du bilan Bloch-Lainé? Dans « La France en mai 81 », il écrit : « Tant de choses ont changé au cours des dernières décennies — et, plus particulièrement, de la dernière — que les modèles à prendre ne figurent dans aucun passé, qu'aucune "restauration", si loin qu'on remonte, ne peut être considérée aujourd'hui comme une panacée. Pour autant qu'il se soit réellement "avancé", comme il l'annonçait, le libéralisme de la période récente a paru retardataire, tant pour diagnostiquer que pour combattre des anomalies de structure qui compromettent l'exercice de toutes les sagesse conjoncturelles; il n'a pas tenu un compte juste des complexités qui ne sont pas justiciables des seuls mécanismes naturels. »

On pourrait dire que la politique d'austérité à la socialiste, pour autant qu'elle soit réellement « sociale », n'a rien réglé au fond. Et ce, malgré des « mises à niveau » juridiques et le discours sur la « modernité »! Plus encore, elle a aggravé la crise de la gauche et rendu plus urgente et vitale la recherche des issues.

QUELLES ISSUES?

La recherche des issues implique de prendre en compte les causes de la situation actuelle : approfondir sérieusement l'analyse de la crise et des mutations de la société, faire le bilan des schémas de pensées en impasse et des pratiques qui ont failli. Dans quelle société vivons-nous? Comment la faire avancer, la changer, la transformer? Et cela, sans trop réduire ni brouiller les intérêts. La France s'analyse dans le monde; c'est un pays impérialiste; le danger de guerre continue de menacer; la crise n'affecte pas tous autant et de la même façon, etc., etc. Autant d'aspects à venir sur la table pour élaborer des matériaux amples et précis. Il ne saurait y avoir de rassemblement sans projet, de projet sans cible, de définition de la cible sans connaissance approfondie de la réalité d'aujourd'hui.

Mais si aucune unité populaire ne se construit sans la prise en compte de la réalité politique et sociale du pays, aucune perspective crédible ne saurait être ouverte sans remodeler les clivages et les alliances, les modes de régulation et les façons de faire la politique, les modes d'élaborations revendicatives ou programmatiques. Trouver des issues implique un renouvellement sérieux de la pensée et des pratiques, car les politiques de la gauche ont failli. Car elles ont piétiné les espoirs, ces fibres concrètes qui innervent l'espoir dans l'union d'avant 81 : vivre autrement, produire et travailler autrement, responsabiliser, droit aux différences et aux autres cultures, changer la vie, etc.

D'où peuvent venir les lueurs? Comment peser dans la recomposition indispensable du mouvement ouvrier et populaire? Nous proposons ici quatre points d'appui : briser la logique de minorisation de forces essentielles à la recomposition; être attentif aux contradictions politiques et culturelles dans les partis de la gauche institutionnalisés et contribuer à leur renforcement; agir concrètement au sein du tissu social, économique et politique du pays; enfin établir sans exclusives, sans idées préconçues, sans visées quelconques d'hégémonie, toutes sortes de « ponts » entre toutes les parties du mouvement social.

BRISER LA LOGIQUE DE MINORISATION

Les institutions, le fait majoritaire, la décentralisation telle qu'elle est conçue, les pratiques des « partis de gouvernement » avec leurs appareils pétris d'intérêts propres à eux-mêmes, les traditions et les habitudes inscrivent puissamment l'uniformisation et la notion d'intérêt général, voire « national ». Cela produit la minorisation des forces différentes, la marginalisation d'intérêts minoritaires, l'étouffement des projets de changement de structure, l'étranglement des mouvements sociaux spécifiques. Ceci est un constat. Après l'explosion de 68 et post-soixantarde, deux voies ont été offertes aux mouvements forces et intérêts spécifiques et éclatés : une marginalisation de plus en plus grande — jusqu'à la disparition pour certains — ou bien l'institutionnalisation au sein des

suite de la page 7

grands partis ou dans le «para-étatique». C'est encore un constat, nourri de la longue liste et de l'histoire des «minorisés» de la gauche — et aussi en partie par la gauche institutionnelle. La logique de minorisation atteint à la fois les intérêts (catégories de la classe ouvrière, immigrés, femmes, jeunes, minorités nationales, urbains touchés dans leur environnement, etc.) et les «intérêts représentés», associations et mouvements de jeunes, de l'immigration et de solidarité, antiracistes, tiermondistes, Verts, alternatifs, politiques et culturels des différentes nationalités, «extrême-gauche», etc.

Et si tous ceux-là se mettaient ensemble? Vieille critique de bon sens adressée à l'extrême-gauche! La logique de minorisation a jusqu'aujourd'hui produit l'éclatement, la division, le renforcement jaloux de l'originalité de chacun. Aussi, briser la logique de minorisation exige-t-il à la fois de se mettre ensemble, de s'écouter et s'expliquer, d'échanger les expériences et de maintenir les spécificités, de les respecter. Ce n'est pas chose simple car les «minorisés» eux-mêmes ont leurs propres responsabilités : que d'erreurs et d'utopies non créatrices, d'exclusives et de volontés de dominer! Sans compter le complexe du minoritaire pour l'éternité et fier de l'être! Dans tous ces mouvements — nous y compris — tout n'est sans doute pas à valoriser, tout n'est pas crédible ni progressiste bien sûr. Mais c'est du malaxage des points de vue vivants que peut être revivifié le mouvement populaire.

Quels faits nouveaux peuvent donc inverser le cours logique de l'éclatement donc de l'inopérabilité? Le premier, et sans doute le plus important : c'est l'échec, c'est la crise. La crise de la gauche au sens habituel —PS-PCF—, mais aussi la crise du mouvement ouvrier et populaire dans son ensemble, y compris la crise qui affecte les «minorisés» de la gauche. Le second : c'est la montée des jeunes générations renouvelant à leur manière des thèmes, pour lesquels nous fûmes minorisés il y a deux décennies : le refus de la politique politicienne, du gauche/droite, du racisme, de la guerre, du productivisme... Le troisième fait, c'est la perspective de 86 et le sentiment de plus en plus partagé des risques de catastrophe, avec la poussée de l'extrême-droite et la perspective d'une droite radicalisée et hégémonique au pouvoir.

Briser la logique de minorisation implique des réformes : la proportionnelle mettant à mal la bipolarisation, les possibilités concrètes et financières d'expression à toutes les composantes du mouvement populaire. Elle implique de notre côté la conscience urgente de la nécessité absolue de se rassembler pour une autre politique, pour une autre façon de faire la politique. Et ce, en rompant avec les conceptions et pratiques de la gauche institutionnalisée : il faut rassembler largement et respecter les diversités; il faut mener de pair l'action et la discussion en commun; ne

pas baptiser «pôle» ou «rassemblement» un regroupement hâtif et réduit, ni prétendre à l'hégémonie; il faut se prémunir contre le parisianisme et les seules ententes d'«états-majors» et privilégier l'action commune sur le terrain. Afin de contribuer à une dynamique de pensée et d'action, de contribuer à bâtir une «alternative».

ETRE ATTENTIF AUX CONTRADICTIONS AU SEIN DES GRANDS PARTIS

Et les partis de la gauche «institutionnalisée»? Quel est leur devenir? L'impasse de leurs stratégies est patente; la responsabilité de ces stratégies, de bien des conceptions et des pratiques politiques, philosophiques, d'organisation qu'ils ont mises en œuvre, dans la crise du mouvement ouvrier et populaire est pleinement engagée.

D'aucuns, dans le mouvement, légitimement inquiets de la montée de Le Pen et de la radicalisation de la droite, ne voient d'issues que dans le ralliement à l'un ou l'autre parti, à l'un ou l'autre courant du PS. Par exemple, les communistes unitaires de RCH («Rencontres communistes hebdo») appellent à soutenir le PS pour 86; d'autres militants plaident en faveur du ralliement au courant «néo-rocadien». C'est faire peu de cas du bilan de quatre ans de gestion du Parti socialiste. Les thèses fondamentales de ce parti, pourtant effectivement renoué au cours des années 70, ont totalement failli pour changer en profondeur la société française : thèses de «l'exercice du pouvoir», du «compromis entre pouvoir économique et pouvoir politique», et thèse du consensus (cf. *Prolétariat* n°22 sur la social-démocratie à la française) se sont concrétisées en politique d'austérité pour les travailleurs, logique de redéploiement impérialiste face à la crise, soumission aux institutions et non prise en compte des aspirations au changement. La prétention affichée par le PCF d'être aujourd'hui, avec son NRPM, la seule issue à la crise ne tient pas non plus (cf. *Travailleurs* n°24 et l'article ci-après). Au nom de la lutte contre le capital, la droite et l'extrême-droite, on ne saurait emboîter le pas à l'un ou à l'autre. Ces partis ne proposent pas d'issues.

On ne saurait les ignorer pour autant! Certains courants de pensée et militants pensent qu'il faut s'appliquer à détruire ces deux mastodontes. Les choses ne sont pas si simples. La marginalisation croissante du PCF n'a nullement conduit au renforcement de courants alternatifs ni à leur union. La désaffection vis-à-vis du PS non plus. Le terrain n'a pas été dégagé, il s'est rétréci. Encore aujourd'hui, les deux grands partis reflètent, de manière déformée, il est vrai, des parties de la réalité, des fractions et intérêts du mouvement ouvrier et populaire. Ils «interprètent» certaines contradictions sociales, les émuissant, les canalisant, les dévoyant mais sans pouvoir s'en dégager complètement. Voilà pourquoi une multitude de courants, de sensibilités et de contradictions les traversent : diversité combattue au PCF, diversité régulée au PS. La crise de la gauche, non conjoncturelle mais inscrite dans la crise du mouvement ouvrier et populaire, produit de véritables bouillons de cultures et de pratiques différentes; dans les grands partis et dans leur mouvance, se développent des interrogations, des démarches, des pensées, des pratiques qui convergent avec les nôtres, pour la défense des travailleurs, contre le racisme, pour vivre et travailler autrement. De cette réalité concrète et contradictoire des grands partis, naissent dans la pratique des possibilités d'actions en commun, de confrontations d'idées, de compréhension et aussi d'alliances, même si ponctuelles, temporaires et limitées, entre diverses composantes du mouvement ouvrier et populaire. Par exemple, contre «l'effet Le Pen». En général, les états-majors PCF et PS ne sont pas chauds pour ces actions en commun, et pour cause! Elles contribuent à valoriser les facteurs positifs —la connaissance mutuelle et l'action en commun, la remise en cause des stratégies des «grands» et l'élaboration d'un nouvel espoir— au détriment des facteurs négatifs —la poursuite des stratégies qu'ils ont et qu'ils cherchent à imposer à tous.

*

Peut-on aujourd'hui prospecter les grandes lignes de la re-composition future du mouvement ouvrier et populaire?

Certains la voient dans la seule rénovation interne aux grands partis; d'autres estiment qu'elle se fera à côté d'eux, contre eux. Certains insistent sur le potentiel des forces déjà organisées; d'autres attendent l'issue exclusivement des forces jeunes et neuves. Aucune de ces réponses, surtout quand elles sont systématisées et exclusives, ne correspond à la complexité de la réalité ni à notre propre histoire et propre expérience. Et si l'on osait une réponse de Normand, inconfortable il est vrai, mais sans doute la plus en prise sur l'état de crise et de décomposition actuel? La prospective paraît prématurée et hasardeuse. D'une, parce que probablement le mouvement ouvrier et populaire n'a pas encore touché le fond. De deux, car le nouveau qui émerge est trop fragile et divers pour qu'on se prive d'un quelconque atout. Reste une chose sûre et éprouvée : la nécessité d'agir concrètement au sein du tissu social, économique et politique du pays et d'établir sans exclusive, sans idée préconçue, sans visée quelconque d'hégémonie, toutes sortes de «ponts» entre toutes les parties du mouvement ouvrier et populaire. Nous ne développons pas ici ces points absolument décisifs que nous avons déjà abordés dans d'autres articles.

Alain SENTIER

(1) Par exemple : «La physionomie d'une France coupée en deux camps gauche/droite, 50/50, ne transcrit en rien la disposition des classes dans leur rapport au système d'exploitation des hommes et des peuples.» V^e Congrès PCML *Travailleurs* n°14, page 16 et suivantes.
(2) «En 1958, la gauche n'existait plus... la reconstitution de la gauche s'opère par le régime, c'est-à-dire sous la pression des mécanismes politiques et par le biais privilégié de l'élection présidentielle.» (Olivier Duhamel : «La gauche et la V^e République» 1980).

XXV^e Congrès du PCF : une crise historique

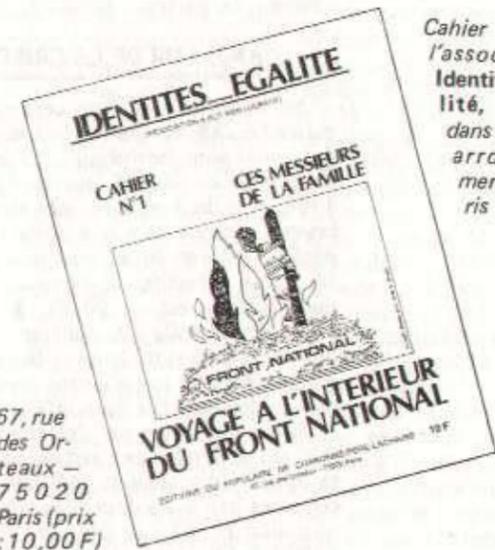
Le cadre de cet article ne peut permettre de faire le tour de ce XXV^e Congrès, de dizaines d'heures de débat et de leurs résultats. Encore moins de ses tenants —2 218 conférences de section, 60 000 délégués; 97 conférences fédérales, 7 685 délégués—, ni de tous ses aboutissants. La conclusion de G. Marchais, «Notre parti sort de cette immense discussion (...) solidement uni autour d'une ligne politique claire», soutenue par les ovations de la majorité des délégués, commence d'être passée au crible de la vie et des faits; vérification froide et rigoureuse : difficultés de mobilisation pour les cantonales; présence ici ou là de quelques candidats appelés «dissidents»; résultats de premier tour médiocres —à la hauteur de ceux des européennes— et manifestant des disparités inquiétantes; persistance de plaies que le XXV^e Congrès semble avoir plus élargies que pansées.

«L'effet NRPM» —nouveau rassemblement populaire majoritaire— n'a pas joué positivement. Pas encore : cinq semaines, c'est court, peuvent encore arguer ses partisans! Pour avoir examiné d'un peu près ce «pivot de la stratégie» du XXV^e Congrès (Cf. *Travailleurs* n°23 : «Qu'est-ce que le NRPM?») et sa traduction sur le terrain, nous ne partageons pas leur appréciation. Tel qu'il a été conçu et interprété par la majorité des congressistes, tel qu'il est pratiqué par «l'appareil» du PCF et bon nombre de cadres et de militants, le NRPM apparaît de plus en plus comme un ralliement derrière la bannière du PCF; isolement accru et revendiqué, violences verbales tous azimuts, refus de participer à des ripostes unitaires anti-Le Pen ou autres, recroquevillements sectaires, en sont les scénarios les plus courants. Le NRPM semble bien enfoncer le PCF encore davantage dans la crise.

suite page 10

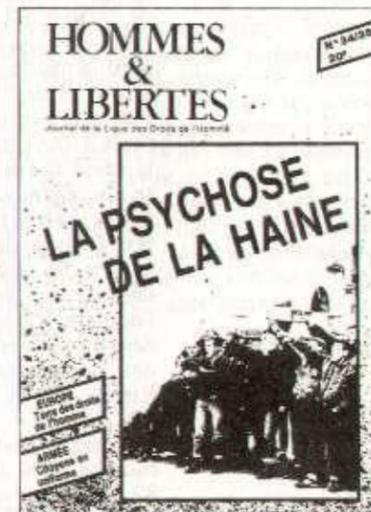


Dans Travail n°7 — 6, bd Richard Lenoir, 75011 Paris — un dossier sur l'immigration (Prix : 60,00 F)



Cahier n°1 de l'association Identités-Egalité, créée dans le XX^e arrondissement de Paris

67, rue des Orteaux — 75020 Paris (prix : 10,00 F)



Hommes et libertés : journal de la Ligue des droits de l'homme — 27, rue Jean Dolent, 75014 Paris — Dans le n°34-35, un dossier «Droites et extrêmes-droites» de M.-J. Chombart de Lauwe (prix : 20,00 F)

Tenter un diagnostic sur cette crise permet de mieux saisir pourquoi et comment le communisme est en crise dans notre pays. Car le PCF est ici à la fois l'un des reflets et l'un des moteurs de la crise du communisme. Cette crise a été omniprésente lors du XXV^e Congrès, taudant beaucoup de délégués, qu'ils la minimisent ou cherchent à l'analyser à fond, qu'ils prétendent la conjurer par la fuite en avant ou bien tentent d'y faire face par des remises en cause plus radicales. Aucun délégué n'a nié que son parti a pris des coups électoraux, qu'il est affaibli et désorienté, démobilisé et parfois interrogatif sur sa raison d'être. Les secrétaires fédéraux se sont faits l'écho — sans doute amoindri — de difficultés de terrain bien concrètes, même si certains s'engageaient ensuite dans un plaidoyer passionné pour la « nouvelle stratégie ». Il est vrai, à la tribune et aux repats, ont fleuri les rassurants « On en a vu d'autres », « En 1958, le recul était pire encore ». Qu'en est-il de cette crise que, pudiquement, le Congrès nomma « recul », ou parfois « déclin » ?

AMPLEUR DE LA CRISE

Sa traduction est sans conteste électorale : 6,28% des inscrits aux européennes, minimum historique ; 2,2 millions d'électeurs en juin 84, plus de 4 en avril 1981, près de 6 en avril 78. Cette chute brutale s'inscrit dans une phase lente de déclin commencée au seuil des années 50. Côté effectifs, la perte officiellement établie est de 90 000 adhérents avec, fin 84, 608 000 adhérents ; l'opinion de plusieurs délégués et des chiffres partiels fournis par d'autres donnent à penser des effectifs bien inférieurs. Impression confirmée par l'effacement du PCF sur de nombreux quartiers parisiens, sa quasi « disparition » militante dans certaines banlieues dont il perdit la municipalité en 83 (un tiers des villes de 30 000 habitants perdues aux dernières municipales). Plusieurs congressistes ont fait état de la crise du militantisme : baisse du militantisme traditionnel (vente de HD, affichage), participation parfois décevante aux réunions préparatoires au Congrès après « l'explosion » de débats de fin juin 84, repli sur l'action syndicale. La crise fait boue de neige : on perd la mairie en mars 83, le bénéfice de locaux et de l'utilisation de matériel, on perd des permanents, des cadres découragés (souvent employés communaux) quittent la ville, etc., la spirale de la crise s'accélère. La base d'appui syndicale, même si elle « tient » encore, subit les effets globaux de la crise du syndicalisme.

Une des traductions de la crise est la dégradation de l'image du PCF dans l'opinion et chez les sympathisants, que démontre, sondages à l'appui, une étude des politologues O. Duhamel et J.L. Parodi, « Le PC à l'épreuve de l'exercice du pouvoir » (revue *Pouvoirs* n°32). « L'image » s'est dégradée : stabilisée autour de 23% de « bonnes opinions » en 82, elle régresse dès l'automne 83, de

18% (plan sidérurgie) à 15% (européennes). Cette baisse est liée à la dévalorisation générale de la gauche (baisse PS plus forte dans les sondages de 81 à 84). Mais le déclin possède une « spécificité communiste », liée à ce que les « sondeurs » nomment « l'effet Kaboul » : il manifeste depuis janvier 80 que le « globalement positif » du PCF vis-à-vis de l'URSS s'accorde de plus en plus mal de la dégradation de l'image de l'URSS, plus marquée (et c'est un fait récent et nouveau) chez les sympathisants du PCF. Ce « peuple communiste », ces trois dernières années, a été particulièrement secoué dans ses convictions et confiances : « supporter » de la participation gouvernementale, il glisse dans l'insatisfaction, une rupture s'opérant à l'automne 83-printemps 84 ; il exprime une défiance croissante vis-à-vis du dirigeant du PCF : en 79, 9% de communistes pensent que G. Marchais est un « mauvais leader » ; en 1982, ils sont 24% ; en octobre 84, 31% souhaitent qu'il soit remplacé (44% pour le maintien). De fait, le départ du gouvernement accentue la crise d'identité : 14% de « bonnes opinions » en septembre 84, indiquent que le retour à la désunion ne paie pas.

Ces chiffres « parlent » car ils trouvent écho dans une expérience concrète de la crise du PCF, du désarroi de ses militants et du bouillonnement diffus de leurs interrogations et doutes — « Ça part dans tous les sens » entend-on souvent —, enfin de la rupture grandissante d'avec de nombreux travailleurs. C'est dire l'ampleur de la crise et aussi son caractère différent des crises précédentes : celle de 1924 à 1932, crise de l'établissement d'un modèle d'organisation et d'insertion dans la société française ; celle du tournant des années 50, crise de croissance, d'intégration des nouvelles générations issues de la Résistance et de la Libération dans un monde de guerre froide coupé en deux. Bien des crises, 56, 61, 63, n'affectèrent que le « sommet » ou que des pans de l'organisation, même si elles reflétaient d'autres secousses. Aujourd'hui, le corps tout entier est touché, de haut en bas, et sont gravement affectées ses relations avec les masses populaires. Ouvertement ou non, le XXV^e Congrès n'a cessé d'en parler.

LES EXPLICATIONS OFFICIELLES ET LES AUTRES

Les explications exprimées par le rapport Marchais et majoritairement reprises par bon nombre d'interventions sont bien connues : le poids des institutions, « la faute au PS », le retard de 56.

Le poids des institutions, en particulier la bipolarisation inscrite par 58 et 62, est bien réel. Dans un article intitulé « PCI-PCF, l'insoutenable pesanteur des réalités nationales », le professeur de Sciences politiques de Florence, Stefano Bartolini démontre comment des institutions différentes ont joué en faveur du Parti communiste italien et en défaveur du PCF : loi électorale, présidentialisme et rôle du Parlement ont effectivement contribué à la marginalisation du PCF. La responsabilité du PS, du moins telle qu'elle est évoquée par le rapport Marchais, paraît bien moins convaincante : explication manichéenne de l'histoire, elle prend en cible F. Mitterrand qui depuis 1965 « s'est posé en homme doublement providentiel » et n'aurait eu pour seul objectif que la réduction de l'influence du PCF. L'explication, qui s'appuie sur une volonté non dissimulée du PS des années 70, est cependant un peu courte. Le PCF est-il si naïf et n'a-t-il pas sa propre responsabilité en la matière ?

Le XXV^e Congrès a longuement débattu du fameux thème du « retard de 1956 ». Il a mis en cause la persistance négative de la « démarche programmatique » — attachement au programme commun et à l'alliance au sommet avec le PS — jusques et y compris après la rupture de 77. Selon lui, cette démarche a provoqué des illusions chez les travailleurs et a profité à la social-démocratie qui n'a pas respecté ses engagements en raison de sa nature même. La stratégie nouvelle qui a commencé de s'élaborer en 76 (XXII^e Congrès) par la rupture d'avec le modèle « extérieur » soviétique, puis en 79 (XXIII^e Congrès) par la rupture d'avec le modèle « intérieur » (programme commun) peut désormais s'appliquer. « Aujourd'hui le terrain est dégagé » a affirmé Charles Fiterman ! Autocritique sur le « retard de 56 » à laquelle G. Marchais ajoute, en forme de démenti : « Est-ce dans notre propre acti-

vité qu'il faut chercher les raisons principales de la situation actuelle ? La réponse (...) est non. »

A cette affirmation de G. Marchais, Pierre Juquin répond avec quelque à-propos : « En 1979, 1982, 1985, nous évoquons les retards accumulés : le pourrions-nous encore à nos prochains Congrès ? » Et il rappelle qu'à l'époque où furent accumulés les retards, en 56, 61, 68, furent posées bien des questions — peut-être mal et avec des réponses inexactes — que le PCF pose aujourd'hui. A l'époque, il fut sourd à ces interrogations. Ce temps est-il révolu, comme le souhaite P. Juquin ?

A observer lors du XXV^e Congrès les vigoureuses volées de bois vert que reçoivent les interrogations et les critiques, on peut sérieusement en douter. Pourtant, plusieurs délégués ont exprimé haut et clair que leur parti aurait pu et dû agir autrement. Tel, ce responsable ouvrier de Peugeot-Sochaux critiquant la façon dont le PCF a « géré » la participation gouvernementale : l'affirmation que le bilan depuis 81 dépassait l'œuvre du Front populaire et de la Libération, le vote de confiance à Pierre Mauroy du printemps 84 après les décisions sur la sidérurgie, etc. D'autres ont souligné les dégâts provoqués par une politique en « zigzags » incompréhensible pour les travailleurs. D'autres explications du recul ont été avancées, par la Haute-Vienne en particulier, mettant en évidence une mauvaise « gestion des rapports avec le PS depuis 1972 » et « des comportements contradictoires et apparemment incohérents ». Le rapport à l'URSS a été interpellé par plusieurs délégués : selon P. Juquin, il faut refuser à la fois « le rejet infantile et le soutien, même par omission, à l'inacceptable » ; Eric Fabre, secrétaire fédéral de Haute-Vienne, demande « une prise de distance plus affirmée et plus stable ». D'autres analyses du déclin, avancées par F. Darnette ou P. Juquin sont plus globales encore. Elles touchent au rapport du PCF à la société, à son inadéquation, ses faiblesses à appréhender le nouveau : le PCF « a trop souvent ignoré, voire combattu les mouvements novateurs parce qu'ils troublaient nos schémas » ; et d'évoquer la jeunesse, les couches nouvelles, les immigrés... Ces analyses mettent en cause une vision de la crise trop politique et unilatérale (critique du thème de la « décadence » inéluctable), une désertion de la vie politique et sociale organisée (« danger de solo funèbre pour une avant-garde incapable de trouver des alliances ») ; elles interrogent un type de pratique politique, un type de rapport aux masses, une conception de l'organisation périmés et sclérosants à leurs yeux.

D'où l'interrogation sur le caractère historique du déclin exprimée par

P. Juquin le 18 juin 84 et son sentiment qu'« une course de vitesse est engagée entre l'histoire et nous ».

QUELQUES HYPOTHESES A APPROFONDIR

G. Marchais veut bien admettre que le PCF a considéré comme « utopiques » des « aspirations nouvelles » — autogestion, féminisme, écologie, revendication régionale — que « le PS a su capter à son profit ». Il ne va pas plus loin qu'un constat politique ! Or, il s'agit bien plus profondément d'une question d'attitude vis-à-vis des faits, de la réalité, des mutations de la société française et du monde contemporain. A quoi sert d'incriminer « le retard », si jamais ne sont mis en cause la méthode de pensée, la pratique politique et le type d'organisation qui l'ont engendré ?

Réinterrogeons la réalité de la crise du PCF. Une carte socio-géographique de son électoralat de 81, 84 et 85 montre un recroquevillement sur les secteurs traditionnels et déclinants de la classe ouvrière. Les « nouvelles couches » boudent le PCF, les jeunes encore plus, si l'on en croit les sondages post-électoraux de juin 84 et... les interventions angoissées de certains délégués au Congrès. La crise est bien structurelle, et non de seule conjoncture. Quelques chiffres, publiés au Congrès lui-même sur ses propres participants, fournissent des indications révélatrices. Notons préalablement, comme correctifs à leur interprétation que chaque délégué est comptabilisé par son origine sociale et professionnelle et non comme permanent ou député, etc. ; or, 62,84% des délégués étaient membres d'un comité fédéral. Ceci étant, le Congrès annonce 27,19% d'ouvriers professionnels (en exercice ou d'origine) — moyenne nationale % actifs : 13,9% — ; 5,24% d'O.S. et manœuvres (moyenne : 17,8%). Sur 831 délégués travaillant en entreprise, 27,9% le font dans des entreprises de 50 et moins (MN : 46,8%), 29,8% de 50 à 500 (MN : 35%), 42,2% de plus de 500, (MN : 18,2%), dont 16% plus de 2 000. Ajoutons 36,80% travaillant dans le secteur public, 14,26% dans le nationalisé, et précisons 4,95% de moins de 24 ans, 62% ayant de 30 à 50 ans. La composition du Congrès reflète des liens privilégiés avec la classe ouvrière de bastions d'industries traditionnelles, avec les ouvriers qualifiés et le secteur public et les générations adultes. Elle reflète et entretient les décalages et coupures d'avec d'autres fractions ouvrières et populaires, certains intérêts et des aspirations nouvelles.

Où situer les blocages qui ont empêché les réponses adaptées aux réalités nouvelles ? Imputer seulement la stratégie politique — union de la gauche électorale — est notoirement insuffisant. L'échec, comme la politique actuelle du PCF, interpellent à la fois sur sa politique d'alliances — toujours conçue comme tactique et non stratégique — sur sa compréhension du monde contemporain en deux camps, sur son rapport aux masses, sur sa conception d'un « parti dirigeant » qui se substitue à la classe tout entière et seul détient la vérité (cf. sur ces points *Travailleurs* n°23 — pp. 19 à 24). Le manque de place ne nous permet d'évoquer qu'un seul point, générateur de la crise du PCF : l'attitude vis-à-vis de la crise elle-même. Tout le Congrès durant, les dirigeants du PCF et bon nombre de délégués ont cherché à la minimiser, à se « regonfler le moral » avec le providentiel NRPM et à caractériser les désaccords et les recherches pour aller plus au fond comme des « fautes » et des « ralliements à l'ennemi de classe ». « Cessez de poser des questions », « assez de doutes et d'interrogations », « un communiste ne doute jamais », « pas de pluralisme de pensée sur tout »... Autrement dit, face à la crise de leur parti, ces congressistes ont récusé l'un des enseignements marxistes le plus précieux : rechercher la vérité dans les faits si contradictoires, si complexes et déroutants soient-ils, saisir les contradictions au sein des communistes et du peuple non comme une mutilation, mais comme une richesse, un gage pour trouver la vérité et transformer la réalité.

Camille GRANOT

DEUX EXEMPLES
DANS LE NORD

L'horaire variable, le travail au noir (à l'italienne), l'intérim, les nouvelles formes de travail, sont autant de tentatives de réorganisation de la production. L'informatisation, elle aussi, constitue une tentative de rationalisation de la production. Elle semble avoir le double avantage pour les capitalistes, après bien des tâtonnements, de dépasser les contradictions inhérentes au fordisme et au taylorisme, en permettant une relance des gains de productivité en même temps que la mise en place d'une nouvelle norme de production. Dès 1972 naît, à l'initiative de l'Union Métallurgique du Nord-Pas-de-Calais, une nouvelle association : l'ADEST (Association pour le Développement de la sous-traitance). En 1974, est lancée la bourse de la sous-traitance du Nord de la France (BSTNF). Cette bourse a pour objet la promotion de la sous-traitance et, par là, elle participe à la promotion des PME, avec à sa direction un représentant de l'Association pour le Développement de la moyenne et petite industrie. Elle concerne les activités de fabrication et en particulier les tâches demandant une qualification importante, comme les bureaux d'études et de méthodes. Ce mouvement entraîne dans son sillage, la création de petites entreprises de service, de l'entretien des locaux jusqu'aux services financiers. Il s'accompagne de dégraissage dans les services correspondants des grands établissements, mais aussi par des pressions sur les classifications des techniciens et ingénieurs de ces mêmes services. Autre exemple : à Fives Cail Babcock, dès 1950, l'orientation est prise qui bientôt spécialisera cette entreprise dans l'ingénierie au détriment de la charge de travail dans ses propres ateliers. Dans un premier temps, les fabrications sont sous-traitées sur place, puis se tournent résolument vers les fournitures en gros matériel (cimenterie, sucrerie) ces fabrications seront de plus en plus souvent effectuées dans la zone même d'implantation de ces usines. Cette nouvelle orientation qui correspond à un puissant mouvement de concentration financière et industrielle au plan national, se répercute sur l'ensemble du tissu industriel lillois. La période de crise qui s'ouvre au début des années 70, puis son approfondissement fin 80, entraîne de nouveaux bouleversements dans la métallurgie lilloise.

La première conséquence est la disparition de petites entreprises. Mais en même temps, c'est la mise en place de nouveaux rapports entre grandes et petites boîtes, ainsi qu'une transformation des formes de l'emploi. En fait un double mouvement se produit avec réduction des effectifs et spécialisation des fabrications. A cette époque, le bureau d'études de F.C.B. prend du poids dans l'entreprise, ses effectifs restant stables alors que l'ensemble des emplois de production diminue pour en arriver à la situation aussi nouvelle que cocasse de quelque 430 cadres et techniciens pour 337 ouvriers ! Ainsi lors de la réalisation d'une cimenterie dans un pays du Tiers Monde, l'entreprise en élabore les plans, supervise l'installation des bâtiments, traite les marchés d'équipement. Elle met au point la structure organisationnelle de la future entreprise, l'organisation du travail, la définition des tâches, la définition des actions de formation pour le futur personnel. Cette stratégie a évidemment d'importantes conséquences sur la politique d'emploi de F.C.B. : licenciements, arrêt du processus de mensualisation du personnel, contrat à durée déterminée y compris pour les cadres et techniciens.

DE LA CLASSE
OUVRIERE
EN MUTATION

Travailleurs n°23 a consacré plusieurs pages à ce sujet ; sur la base d'études chiffrées et de travaux de plusieurs sociologues, le dossier a mis en évidence la concentration et le redéploiement du capital et ses effets, la décomposition et recomposition de la classe ouvrière. Phénomènes de délocalisation et de dissémination, de déqualification, de diversification des statuts, introduction des nouvelles technologies ont été abordés. Dans ces deux pages, la parole est aux militants. Militants du Nord qui fournissent deux exemples de la stratégie patronale ; militant syndicaliste de chez Souriau qui réfléchit sur les questions posées par l'introduction des nouvelles technologies dans son entreprise ; militants de grosses boîtes de la région parisienne qui échangent leurs expériences et points de vue... Trois contributions au dossier qui est loin d'être clos.

AVONS-NOUS UN AUTRE CHOIX ?

Voici maintenant plusieurs années que la direction Souriau introduit dans l'usine des moyens de production modernes tels que M.O.G.N., robots, automates, production assistée par ordinateur. Ils sont entrés dans tous les ateliers, même s'ils sont plus concentrés et donc plus visibles au moulage, au DRM et surtout à la galvano. C'est un des mérites des travailleurs en grève en juin que d'avoir attiré l'attention du syndicat sur l'importance de ces nouvelles technologies sur les conditions de vie et de travail du personnel. Environ 30% du personnel est aujourd'hui directement concerné.

Toutes ces nouvelles technologies sont introduites par la direction pour raison de productivité et de compétitivité. (...) Depuis plusieurs années la direction parle de l'enrichissement du travail ; il est exact que pour beaucoup d'OS (pour tous ?) le contenu du travail change en mieux ; il est exact que le personnel de la galvano, de la découpe, se déclare intéressé par son travail. (...) Toutefois cela pose trois questions : cela va-t-il durer ? Cela est-il vrai pour toutes les catégories de personnel, en particulier les OP ? Que deviennent les régleurs ? S'il y a un enrichissement du contenu du travail utilisé et intégré par la direction dans son organisation du travail, il semble que cela ne s'accompagne pas de la prise en compte de cet enrichissement dans la qualification du personnel comme en témoignent la grève de juin et les mesures qui y ont fait suite. (...)

L'organisation du travail est l'une des questions centrales du processus en cours. Dans les réponses fournies par les O.S. une chose frappe : la notion du partage « horizontal » et non plus vertical des compétences. Dans le système traditionnel, s'il y a une défaillance, l'O.S. s'adresse à son responsable hiérarchique : régleur, chef d'équipe, (...) or, l'ancien système ne fonctionne plus du fait du lien de plus en plus étroit entre la fonction opérateur et la fonction technicien ; du fait de l'importance énorme de la fonction « qualité » découlant de l'objectif des nouvelles technologies, la productive. Il en découle deux questions : quelle organisation du travail correspond objectivement au procès de travail nouveau ? Quel avenir pour la « hiérarchie » traditionnelle ? Celle-ci est de plus en plus en difficulté... Ajoutons dans le cas de Souriau, son origine de main-d'œuvre rurale recrutée plus en raison de sa docilité que de sa compétence. Aussi est-elle coincée entre le

développement de l'horizontalisme, le développement de la fonction qualité et les exigences patronales. La réponse à cette question, outre les trois points ci-dessus, deux autres éléments : le caractère en évolution du processus en cours, une étude objective des réponses comme « cercle de qualité »... Vaste travail ! (...)

Le texte parle ensuite des nuisances dues à l'augmentation des cadences et des horaires de travail — équipes, nuit... — imposées par le patronat qui veut utiliser au maximum des équipements qui coûtent cher...

La question de l'emploi est clé. Depuis le début de l'année Souriau a perdu 15 emplois. Les nouvelles technologies « bouffent » des emplois y compris dans les sociétés en expansion. Nous ne pouvons nous contenter de gérer la contradiction entre moyens nouveaux de production et organisation du travail. Nous devons au contraire utiliser au mieux le rapport de forces induit par cette contradiction pour nous battre pour l'emploi... Comment faire ?

multiples questions passionnantes mais aussi angoissantes posées au mouvement ouvrier et au syndicalisme de demain. Il faut ne pas perdre de vue que le processus décrit se développe en coexistence avec le processus tayloriste et fordiste... qu'il faut considérer les conditions des mutations mais aussi leurs objectifs affirmés par le capital — redéploiement industriel, conquête des marchés — mais aussi les objectifs induits : effets de la politique de créneaux sur le tissu industriel (...). Accepter les mutations comme un fait nous place, compte tenu du rapport actuel des forces, en position de basculer facilement dans la collaboration de classes. Accepter ce risque et pouvoir agir ? Le refuser et être impuissant ? Avons-nous un autre choix ?

A.F. — 14 octobre 1984

LA FORMATION, UN ENJEU

● Dans l'interview accordée à *Travailleurs*, Benjamin Coriat parle de l'intérêt, pour le patronat, « d'assurer une mutation dans la composition de la classe ouvrière à l'occasion de l'introduction des nouvelles technologies », notamment dans l'automobile.

● On l'a vu, dans notre entreprise — Thomson-Bagneux —, avec l'embauche de jeunes techniciens, metteurs au point, tout juste sortis de l'école et souvent en conflit avec les professionnels qui ont de l'expérience mais manquent de bagage théorique. L'antagonisme a été utilisé par la direction pour casser une certaine organisation de la boîte. Les jeunes metteurs au point acceptent des déplacements, des heures supplémentaires, bien sûr pour des questions de fric, mais l'essentiel c'est qu'ils sont intéressés par le boulot, par la technologie...

● Chez nous, à la SNIAS, il y a beaucoup de professionnels P3 qui ont fait la demande pour devenir AET — agents d'études du travail ; ils connaissent le boulot jusqu'au bout des doigts depuis 15 ou 20 ans... mais la direction a choisi d'embaucher à l'extérieur, sur critères politiques.

● Il y a des comportements différents... A la SNECMA, l'école professionnelle forme à un brevet professionnel en décalage avec les nouvelles technologies — mécanique traditionnelle, tour, fraiseuse, etc. Or, la direction est en train de mettre en place une formation spécifique SNECMA plus adaptée. Il y a une évolution dans l'attitude patronale. Quand les commandes numériques ont été introduites, l'idéologie qui prévalait, c'était : « On met le dernier couillon dessus, et les machines vont sortir le boulot. » Et ça a coûté des millions de pièces foutues en l'air... Cela pose la question de quel type de travailleurs sur ces machines : simples surveillants ? Auront-ils des fonctions d'intervention dans la programmation, l'entretien ? Une division du travail commence à s'opérer... La question de la formation est un enjeu d'avenir ; c'est un enjeu de luttes au niveau syndical, notamment vis-à-vis des jeunes... Les enjeux de formation sont très importants et souvent sous-estimés par les organisations syndicales...



Euskadi, une nation pour les Basques, du journaliste Christian Rudel, permet une première approche de la question basque. (Encre — 80,00F)



Document d'actualité qui aide à faire le point sur le nouveau conseil général après les lois de décentralisation (Les Editions ouvrières — 89,00F).



Les Intérimaires : patrons de l'intérim à mieux connaître (Messidor. Editions sociales — 99,00F).

LA PAROLE AUX PEUPLES COLONISES

Ces derniers mois, les peuples colonisés par la France ont brisé le mur du silence dressé autour de leur situation et de leurs luttes. Les 5, 6 et 7 avril 85, en Guadeloupe, ils parleront haut et fort, ensemble, lors d'une Conférence internationale sur le droit à l'indépendance des peuples colonisés par la France, tenue à l'initiative des organisations indépendantistes de la Nouvelle-Calédonie, de la Polynésie « française », de la Réunion, de la Guyane (Cayenne), de la Martinique et de la Guadeloupe. Cette conférence a pour objet de coordonner et renforcer la solidarité des peuples colonisés entre eux et de sensibiliser l'opinion internationale sur le problème de décolonisation de leurs pays. En effet, les peuples colonisés par la France remplissent toutes les conditions requises par la Résolution 1514 X adoptée le 14 décembre 1960 par l'Assemblée générale de l'ONU « sur l'octroi de l'indépendance aux pays et peuples coloniaux ».

Travailleurs aujourd'hui* donne la parole à trois représentants des peuples colonisés : Camille Rabin, porte-parole de l'Union Populaire pour la Libération de la Guadeloupe; Youssouf Moussa, premier secrétaire de la Fédération de Mayotte du Front Démocratique des Comores; Hnalaïne Uregei, représentant du FLNKS en France.

* D'autres numéros de **Travailleurs** sur les colonies françaises : un dossier « DOM-TOM : toujours des colonies » (n°2 octobre 82), « L'indépendance va de soi » (n°6 février 83 et n°21 sur la Nouvelle-Calédonie), sur la Martinique (n°21, juillet 84).

L'« Outre-Mer » (Départements et Territoires) procure à la France une présence dans quatre océans au large de quatre continents, en faisant ainsi la troisième puissance maritime mondiale avec plus de 11 millions de km² de zone économique exclusive. Il constitue les « miettes » (environ deux cents îles et deux territoires continentaux) de l'ancien empire colonial français qui, par leur dispersion même, permettent à la France de maintenir une influence économique, politique et militaire sur l'ensemble du globe. Si ces territoires possèdent plus de ressources naturelles — mises à part la Nouvelle-Calédonie qui possède environ un quart des réserves mondiales de nickel, et la Guyane avec sa forêt tropicale — l'immense zone maritime qui les entoure est très riche en produits de pêche et ses fonds recèlent des nodules riches en minéraux dont l'exploitation est à l'étude et peut-être aussi des sous-sols pétrolifères, dont la prospection est en cours. D'ores et déjà les DOM-TOM des Caraïbes et du Pacifique sont utili-

	Superficie* (en millions de km ²)	Population (en millions)	Principales productions
DOM			
- Guadeloupe	1,8	328	Sucre, bananes
- Martinique	1,1	327	Bananes, pétrole raffiné
- Guyane	91	73	Bois, pêche
- Réunion	2,6	816	Sucre
- St Pierre et Miquelon	0,2	8	Pêche
TOM			
- Nouvelle-Calédonie	19,1	145	Nickel
- Polynésie française	4,2	144	Huile de Coprah
- Wallis et Futuna	0,3	12	Pêche, Coprah
Collectivités Territoriales			
- Terres Australes et Antarctiques Françaises	440	-	-
- Mayotte	0,4	57	Essence d'ylang-ylang, vanille

* 1/3 à titre de comparaison, le Corée : 8,7 millions de km²; France métropolitaine 551 millions de km²

sés par les multinationales françaises comme tête de pont commerciale et vitrine des produits français. Le secteur touristique aux mains de grands groupes français et étrangers y est en pleine expansion. Entre autres avantages que donnent à la France ses possessions outre-mer, citons encore l'utilisation de la Polynésie pour ses essais nucléaires militaires et de Kourou en Guyane comme base de lancement de fusées spatiales. Au niveau économique, pour l'essentiel l'« outre-mer » français est marqué par deux caractéristiques :

Des productions traditionnelles en déclin. La canne à sucre, ancienne monoculture esclavagiste des Antilles et de la Réunion, frappée de plein fouet par la baisse des prix mondiaux et le manque de modernisation des plantations... Sa quasi-disparition en Martinique est révélatrice. Le nickel de Nouvelle-Calédonie a subi la même évolution défavorable dans un contexte international de baisse des prix : la France elle-même s'est tournée vers d'autres fournisseurs où les salaires et, par voie de conséquence, les prix étaient plus bas; mais, là encore c'est l'absence de modernisation et d'investissement qui a accentué la récession de la production. A côté de ces

suite page 19

Mode de scrutin :

AGIR POUR LA PROPORTIONNELLE INTEGRALE

Le gouvernement doit adopter au lendemain des élections cantonales les projets de loi réformant le mode de scrutin pour les législatives et décidant de celui des régionales, qui auront lieu ensemble dans un an. François Mitterrand a annoncé le 16 janvier son intention d'« instiller de la proportionnelle dans le scrutin actuel ». Tant il est vrai que le scrutin majoritaire en vigueur depuis 1958 est profondément injuste et malhonnête : il aboutit à sur-représenter les majorités relatives (on l'a vu en particulier en 1958 et en 1981); favorise, par le découpage des circonscriptions, les candidats de droite; renforce une bipolarisation droite-gauche qui ne rend pas compte des intérêts de classe réels par rapport au système capitaliste-impérialiste et écarte de la représentation un très grand nombre d'aspirations et de sensibilités.

Au contraire, la représentation proportionnelle — que la 47^e des 110 propositions de François Mitterrand en 1981 prévoyait d'« instituer » pour les élections législatives, régionales et municipales — est le mode de scrutin le plus juste et le plus honnête : il permet la représentation précise de toutes les forces et sensibilités politiques en fonction de leur impact réel dans le pays. Pourtant, certains parmi les travailleurs et les démocrates sont aujourd'hui sensibles aux arguments de ceux qui défendent le mode de scrutin actuel ou qui veulent limiter l'introduction de la proportionnelle à une dose homéopathique : la proportionnelle intégrale empêcherait selon eux l'expression de majorités claires et conduirait au redéploiement des jeux politiques, comme sous la IV^e République.

Mais de quoi parle-t-on aujourd'hui? Le maintien en 1986 du scrutin majoritaire conduirait à un raz-de-marée de la droite; non seulement une très large majorité, mais même peut-être une majorité absolue du RPR. La radicalisation idéologique et politique de la droite, la dureté de ses projets montrent que cela entraînerait une brutale aggravation de la situation économique et sociale pour tous les travailleurs, un pas en arrière considérable dans le domaine des libertés démocratiques. Une autre objection est souvent entendue : la proportionnelle favoriserait la percée du Front national. Il ne faut pas s'y tromper, ce n'est pas par des obstacles et mesures institutionnelles que l'on combat efficacement le développement de thèses xénophobes et racistes, mais par une riposte de terrain, concrète, quotidienne et persévérante.

La proportionnelle intégrale est bien le mode de scrutin qui correspond le mieux à la défense des intérêts ouvriers et populaires, en général et plus encore dans la situation actuelle. Encore faut-il qu'aucune entrave ne vienne en limiter la mise en œuvre, tel l'instauration de barres ou de seuils (5% aux élections européennes et régionales en Corse) qui ne gênent aujourd'hui en rien Le Pen mais empêchent la représentation de courants populaires; le barrage financier qui limite le remboursement des frais électoraux légaux (bulletins de vote, professions de foi, affiches — soit plus d'un million d'anciens francs par circonscription aujourd'hui — aux seuls candidats dépassant 5%; l'accès inégal aux grands médias audiovisuels.

L'élaboration des projets de loi du gouvernement pour les législatives et régionales se fait aujourd'hui dans le plus grand secret, ce qui ne manque pas d'inspirer de l'inquiétude. Il faut que tous ceux qui aspirent à l'expression démocratique fassent entendre leur voix dans les prochaines semaines, auprès du gouvernement et des groupes parlementaires, mais aussi régionalement et localement auprès des préfetures et des élus pour exiger l'instauration réelle de la proportionnelle intégrale pour les scrutins national et régional de 1986.

Pierre BAUBY

PETITION NATIONALE POUR UNE PROPORTIONNELLE INTEGRALE

Le système électoral actuel écarte de la représentation nationale et régionale un très grand nombre d'aspirations et de sensibilités politiques. Nous refusons cette limitation du jeu démocratique au seul débat entre les grands partis. En conséquence, nous exigeons l'adoption de la représentation proportionnelle intégrale sans fixation d'un seuil minimum qui n'aurait pour effet que d'interdire l'expression de ces courants minoritaires sans faire pour autant barrage au Front national. Nous appelons à l'organisation d'une campagne nationale de signatures.

Premiers signataires : ABDALLAH Mogniss, journaliste; ADRIEN Philippe, metteur en scène; ALIROL Gustave; ALLIEZ Eric, professeur; ANDREI Robert, médecin; ANGER Didier; ARON Jean-Paul, écrivain; BAUBY Pierre; BAUDOIN Thierry, économiste; BELS Pierre, professeur de droit; BERGER Denis, enseignant; BLANC François-Paul, professeur de droit; de BOLLARDIERE Jacques, général; BOURDET Claude; BRIERE Jean; BRUNSTEIN Jacques, maire-adjoint, Colombes; BRUSCHI Christian, professeur de droit; BUTEL Michel, écrivain; CHESNEAU Jean, professeur; CLAUDE Didier; COCHET Yves; COHN-BENDIT Gabriel, enseignant; COLIN Michel, économiste; COMTE Antoine, avocat; COSSERON Serge, documentaliste; DAUTIN Yvan, artiste; DESACHY Julien, syndicaliste; DUMONT René; DURAS Marguerite, écrivain; ERNIS Michèle, conseillère municipale; FAYE Jean-Pierre; FROMANGER Gérard, peintre; GALLAND Françoise; GALLET Dumenicu, élu, Corse; GAMET Bernard; GARAUDY Roger; GERVET Jacques, CNRS; GRANIER Gabriel, médecin; GRANOT Camille; GUATARI Félix; HALBWACHS Pierre; HUILLET Jean, syndicaliste viticole; KERGOAT Jacques, sociologue; KOLM Serge-Christophe, économiste; KRIVINE Alain; LANGLOIS Denis, avocat; LEBEL Jean-Jacques, écrivain; LEDUC Victor; LE SCORNET Jean-Claude; LEWISCH Serge, avocat; LOMBARD Maurice; LORENZO Jean-Charles, médecin; LOUPIAS Bernard, journaliste; MARTI Claude, chanteur occitan; MASSIAH Gustave; MATTA, peintre; MIAILLE Michel, professeur de droit; MIGNARD Jean-Pierre, avocat; MOLINA Gérard, professeur; MOULIER Yann, économiste; NAJMAN Maurice; NORGE Christian, élu de Paris; PERRAULT Gilles, écrivain; PIROT Marie-Françoise; POGGIOLI Petru, élu, Corse; de la PRADELLE Gérard, professeur de droit; QUERIEU Anne, sociologue; RAVENEL Bernard; RIBEIRO Catherine; RICHTER Daniel, syndicaliste; ROUCAUTE Yves; ROURE Jacques; SANTINI Patrick, élu, Nanterre; SOULLIER Gérard, professeur de droit; STELLA Iviv, élu, Corse; TAFANI Roland; VALLIER Jacques, économiste; VIGIER Jean-Pierre; VINCENT Jean-Marie; VIRILIO Paul, écrivain

Signatures à envoyer à :

COLLECTIF
POUR LA PROPORTIONNELLE
INTEGRALE

9, rue de Condé — 75006 Paris
chèques à l'ordre de Félix GUATARI

En bref... En bref...

■ **LYON : 12 FAMILLES IMMIGRÉES SE BATTENT POUR UN LOGEMENT.** La bataille pour obtenir un logement décent est très concrète à Lyon. Depuis le 11 janvier, 12 familles immigrées occupent des logements vides en différents points de l'agglomération lyonnaise. Cette action est soutenue par une « Coordination pour le droit au logement » rassemblant syndicalistes et militants associatifs et qui se mobilise depuis deux ans sur ce problème.

Dimanche 17 février, à Lyon, plusieurs centaines de personnes ont assisté à un meeting de soutien, dont une majorité d'immigrés venus en famille. Ambiance chaleureuse et combative. Vendredi 22 février, les tribunaux, sur plainte des offices d'HLM, ont décidé l'expulsion des familles dans un délai de trois mois à un an. Autant dire qu'il y a du pain sur la planche pour la Coordination pour le droit au logement (66 bis, rue St-Jean 69005 Lyon - Tél. : 842. 21. 01.)

■ **SAISON SECHE AU KAMPUCHEA.** L'offensive vietnamienne de saison sèche dure depuis le 18 novembre au Cambodge. Ce jour-là, les forces vietnamiennes ont attaqué le camp de Nong Chan, base forte du FNLPK. Depuis qu'Hanoi a envahi le Kampuchea, c'est là la septième offensive. Cette année, le gros des troupes vietnamiennes s'est donné comme objectif de venir à bout du FNLPK pour trois raisons semble-t-il : la première est que les camps contrôlés par le front sont plus vulnérables; ils sont situés en plaine et possèdent une forte densité de population civile. La seconde est que les forces du front ces dernières années se sont renforcées, notamment lors des trois dernières offensives les assauts vietnamiens avaient échoué à faire tomber Ampil. La troisième est d'imposer des pressions militaires différentes contre les trois composantes du gouvernement de coalition pour provoquer des dissensions entre elles.

Le gouvernement de coalition est composé de Norodom Sihanouk, Son Sann et Khieu Samphan.

Il n'est vraiment pas sûr que cette année encore le Vietnam parvienne à ses fins. Certes, 6 camps sur 8 ont été violemment attaqués provoquant plus de 110 000 réfugiés en Thaïlande. Mais pour parvenir à emporter la victoire à temps, l'armée vietnamienne a malmené gravement l'intégrité territoriale thaïlandaise, engendrant ces derniers jours de véritables combats contre l'armée thaïlandaise.

Le danger d'internationalisation de la guerre devient important. Les forces vives de l'armée de la résistance cambodgienne ont à chaque fois décroché et se sont repliées à l'intérieur du pays attaquant et détruisant les installations de communication et les couloirs d'approvisionnement. A Phnom Penh même le couvre-feu a été imposé de 19 à 6 h du matin tant les opérations de guérilla s'en approchent. Le haut commandement de l'ANKD appréciait fin janvier qu'à trois mois de la fin de la saison sèche, la situation évoluait en sa faveur.

LES DANGERS DU TEMPS PARTIEL

Le gouvernement a adopté le 20 février des mesures pour favoriser et développer le travail à temps partiel : versement d'une prime de 6 000 Frs aux entreprises embauchant à temps partiel, sous contrat à durée indéterminée, des chômeurs; compensation versée aux chômeurs indemnisés qui prendront un travail à temps partiel dont la rémunération est inférieure à leur allocation de chômage, jusqu'à la fin des droits d'indemnisation restant à couvrir. L'objectif de ces mesures est de « faciliter la réinsertion professionnelle des demandeurs d'emploi et de contribuer à la modernisation de l'économie ».

Le gouvernement précise que le travail à temps partiel « peut être, pour ceux qui le souhaitent, le choix d'un mode de vie différent ». En fait de choix, il n'y en a pas. Ce sont les entreprises qui imposeront, dans les faits, le développement du temps partiel en fonction de leurs seuls besoins de rentabilisation et en empochant les subventions. D'ailleurs, dans les statistiques officielles de l'ANPE, le nombre de candidats à un emploi à temps partiel a diminué de 12% entre 1982 et 1984, alors que le chômage a nettement augmenté. Car la réduction proportionnelle du salaire se traduit par une baisse sensible du pouvoir d'achat, qui ne sera compensée que quelques mois compte tenu de la diminution des durées d'indemnisation des chômeurs.

En fait, ce sont les femmes et les travailleurs peu qualifiés qui seront une fois de plus les principales victimes de ces mesures*. Pour le patronat, elles sont tout bénéfice : le gouvernement lui donne la possibilité de descendre jusqu'à 18h de travail par semaine, c'est-à-dire de passer sous la barre des 20h, à partir de laquelle un salarié à temps partiel ne compte plus que pour 0,5 dans les effectifs de l'entreprise, revenant ainsi sur les garde-fous de l'ordonnance de 1982. C'est commencer la révision des seuils sociaux au-delà desquels s'applique la législation sociale (C.E., délégués du personnel, cotisations formation, transports et logement). Ainsi, les mesures gouvernementales vont plus loin que les dispositions contenues dans le protocole d'accord sur la flexibilité que l'ensemble des confédérations syndicales a refusé de signer en décembre.

* Le travail à temps partiel (moins de 32h) concerne aujourd'hui 1,75 million de salariés, soit 8% de la population active. Les femmes représentent 88% des emplois à temps partiel, qui ont augmenté de 470 000 entre 1978 et 1983, essentiellement dans les services. Près d'un million effectuent de 15 à 29h par semaine, 400 000 de 30 à 32h, 360 000 moins de 15h.

CGT - JEUNES TRAVAILLEURS

1985, année de la jeunesse : en France, d'après le recensement de 1982, ils sont 8,5 millions de 16 à 24 ans. 48% sont étudiants ou élèves. 20% ont un emploi stable. En août 84, ils étaient 922 000 à l'ANPE. Hors système scolaire, seuls 40% des jeunes ont un emploi stable. 10% sont apprentis ou militaires, et 50% chômeurs, inactifs ou ayant un emploi précaire. Un jeune chômeur sur deux n'est pas indemnisé, un jeune sur deux en activité gagne le SMIC ou moins. D'après un sondage (*Nouvel Observateur*) 43% des jeunes ont peur de l'avenir.

Le 2 mars, 1 000 jeunes, représentants de 1 000 entreprises, se sont réunis au siège de la CGT à Montrouil. Ils ont témoigné de la signification de ces chiffres dans leur vie quotidienne. Ils ont aussi parlé racisme, discriminations sexistes. Ils ont parlé de leurs copains qui, désespérés, se suicident (le suicide est la deuxième cause de décès chez les jeunes). Autre leitmotiv : la non-reconnaissance de leur qualification, le dégoût du travail inintéressant, l'aspiration à pouvoir dire son mot dans le travail, à être considéré comme responsable.

Sur les TUC, l'appréciation a été sévère : en aucun cas, ils ne satisfont l'aspiration des jeunes à un travail qualifié, stable et permettant l'indépendance financière. En même temps, la CGT déclare ne pas vouloir se couper des jeunes qui ne trouvant rien d'autre deviennent « tucistes », et veut accompagner leur mise en place pour que les TUC débouchent sur des embauches stables et des formations.

Des succès ont été rapportés - grèves débouchant sur l'embauche de jeunes en situation précaire - mais les difficultés de mobilisation et de syndicalisation sont revenues dans bien des interventions. D'après le sondage *Nouvel Observateur*, 75% des jeunes ont mauvaise opinion des syndicats, 70% les trouvent trop éloignés de leurs problèmes, 80% pensent qu'ils passent trop de temps à se battre entre eux; et même si c'est la CGT qui leur apparaît comme le syndicat qui les défend le mieux, il semble très prématuré de dire, comme l'a fait Simonpoli, secrétaire du Centre confédéral de la jeunesse CGT, que « la fossé qui a pu exister entre les jeunes et le mouvement ouvrier tend à se combler ». R. Lomet avait parlé des raisons internes à la CGT jouant dans cette rupture : la CGT n'écoute pas assez les jeunes, leurs revendications, décide trop à leur place, organise trop « d'en haut », ne laisse pas les jeunes prendre leurs affaires en main. Le 23 mars, dans le prolongement du 2, la CGT organise à Paris « un rendez-vous national des jeunes travailleurs et des jeunes travailleuses qui luttent ». Cette manifestation nationale importante, qui verra des milliers de jeunes de toute la France exprimer leurs aspirations de façon diverse et colorée tout au long de la journée, devrait obéir à ce souci, selon ses organisateurs. Ce ne serait pas le cas, si, comme l'ont rappelé assez systématiquement plusieurs responsables le 2 mars, on voulait surtout en faire un tremplin pour la grève générale envisagée par la direction de la CGT et dont l'opportunité suscite bien des débats; et quand bien même, comme l'a dit un responsable jeune de la Fédération de l'Énergie, « si la jeunesse n'était pas dans les luttes, il n'y aurait pas de grève générale ».

BEZIERS-LA LITTORALE :
ARRETER LA PRODUCTION DE TEMIK,
GARANTIR L'EMPLOI DES TRAVAILLEURS

Depuis « l'accident » criminel de Bophal en Inde, plus personne n'ignore que l'isocyanate de méthyle, à l'origine des milliers de morts, est aussi utilisé à l'usine de la Littorale en pleine zone industrielle, à deux pas de la Dovèze, une des plus grosses concentrations de population de la ville de Béziers.

Ce problème concerne à la fois les travailleurs de cette usine et bien sûr toute la population des environs. Il apparaît clairement que seul un rapport de forces exceptionnel pourra permettre à la fois de préserver les emplois dans une ville durement touchée par le chômage, et d'interdire l'utilisation de ce produit à Union Carbide, le trust propriétaire de la Littorale.

Dans ce but, le bulletin du comité régional Languedoc du PCML, « Unité et Solidarité », a interrogé les deux principales forces en mouvement sur cette affaire : le syndicat CGT et le parti des Verts. Seul J. Combes, militant du parti des Verts, actif depuis les années 70 sur ce problème, a bien voulu répondre.

■ Depuis des années, vous menez des actions sur le problème de la Littorale. Comment cela a-t-il commencé?

Nous avons su que cette production allait être installée à Béziers. Nous avons cherché à savoir les dangers que ça pouvait représenter. Nous avons eu du mal, il y avait une sorte de voile qu'on jetait... Alors, nous nous sommes procurés les documents d'Union Carbide et nous sommes rendu compte que le produit qui était fabriqué, le témik (utilisé en agriculture), n'était pas innocent et surtout que le produit à partir duquel il était fabriqué, l'isocyanate de méthyle, était très dangereux et devenait très instable à 39°. Or, à Béziers, au départ ce produit était stocké en plein air dans les fûts de 200 litres...!

■ Comment avez-vous réagi?

D'abord une lettre ouverte au maire de 1976, M. Brousse, qui nous a répondu : « Vous voulez du travail et vous le refusez quand on vous en propose? ».

Au cours de la campagne des municipales de 77, nous sommes intervenus auprès des candidats : ceux qui se présentaient sous l'étiquette de gauche nous ont déclaré que dans les dix jours qui suivraient leur élection, le problème serait discuté... On en a quand même parlé... et des résultats ont été obtenus : 200 millions d'AF de travaux pour la sécurité (hangar léger, puis fermé).

Entre temps, des ouvriers ont été intoxiqués à l'alicarbe (produit fini de la transformation du méthyle isocyanate). Les syndicats ont mené une longue grève pour obtenir des mesures de sécurité supplémentaires. Nous, on voulait l'arrêt de la fabrication du produit. On était sur des bases différentes mais ça allait dans la même sens. On a soutenu leur grève, on a fait un loto qui a rapporté 900 000 AF qu'on leur a remis.

Décembre 77, intervention au conseil municipal, la patience commençait à nous échapper... ce fut houleux... puis le temps a passé.

En 83, un sursaut : un avion s'est cassé la figure dans la cour d'une usine voisine, la Cameron. Alors, on a posé la question « et s'il était tombé sur la Littorale? ». Mais il n'était pas tombé sur la Littorale...

Et puis, malheureusement, il y a eu Bophal qui nous a donné une crédibilité... On commençait à être entendu! A tel point que lors d'une

séance du conseil municipal de Béziers, le maire (à qui j'avais écrit en tant que Verts...) a mis sur le tapis ce problème, comme si ça venait de lui!

Il a déclaré que les municipalités précédentes n'étaient pas en cause, que la responsabilité revenait aux pouvoirs publics qui avaient décidé de l'installation de cette unité de production, et qu'en toute hypothèse, si la production devait se poursuivre à Béziers, cela ne se ferait pas sans un référendum qu'il organiserait. Ils sont conscients du danger mais jouent les Ponce Pilate et se retranchent derrière la « vox populi ». Il savait, M. le maire de Béziers, que les écoles allaient demander un référendum d'initiative populaire, que c'est une de nos revendications que les problèmes graves soient réglés par des référendums d'initiative populaire... Il a bien joué!

■ Qu'avez-vous fait suite au drame de Bophal?

Je suis navré que les pouvoirs publics n'aient pas jugé bon de prendre d'initiative!

Nous avons organisé une réunion sur le quartier de la Dovèze, qui a regroupé 400 personnes! Il y avait une centaine d'ouvriers de la Littorale. Il y a eu une discussion très large et très correcte. Et il y a actuellement une pétition qui circule qui a recueilli plus de trois mille signatures. Le 24 janvier une autre réunion est prévue au Palais des Congrès à Béziers et le 2 février, je dois participer à l'émission « Droit de réponse ».

■ Quelles sont vos propositions pour l'avenir?

L'arrêt de la production, sans suppression d'emplois bien sûr. La production de témik représenterait 1 à 3% du chiffre d'Union Carbide. Il faut une reconversion avec fabrication d'un produit non dangereux pour maintenir les emplois... Ils doivent bien ça aux gens avec les risques qu'ils leur font courir...!

En conclusion : on ne veut pas foutre les gens à la rue, mais on ne peut choisir la mort pour le travail. C'est vrai qu'on n'a pas le même point de vue que les ouvriers de la Littorale. Eux considèrent qu'on doit leur faire confiance pour la sécurité.

Mais si l'avion était tombé sur l'usine, ou si quand les gens chassent à 300 m de l'usine une balle perdue perfora la tôle du hangar et d'un fût... Il y a des écoles, des stades, à 300 m, des

habitations toutes proches. Et ce n'est pas le plan Orsec-tox qui nous protégera. Dans les extraits que j'ai pu lire, il est dit « suivant les vents il faut prévenir telle usine ou telle autre, et les ouvriers doivent finir jusqu'au niveau des habitations ». Comme si le gaz allait s'arrêter là! Un seul fût de 180 litres entraîne la destruction de la vie sur 40 km²!...

En 77, le chef de cabinet du sous-préfet nous avait répondu « Il y a des cas où il est souhaitable que la population ne soit pas informée des dangers qu'elle court ». Autrement dit : « vous avez le droit de mourir sans savoir ».

Ils sont conscients du danger pourtant. En 77, le directeur de la Littorale nous disait qu'avec l'humidité de l'air, le gaz se dissolvait et qu'on n'en entendait plus parler...

■ Vous avez rencontré Mme Bouchardeau. Que vous a-t-elle dit?

Une enquête de sécurité a été engagée, qui devait être finie dans les six semaines, et une décision devait être prise. Ou alors elle attend que Union Carbide prenne la décision. Le point positif : les prêts n'ont pas été déchargés.

■ Que va faire Union Carbide à votre avis?

On pense qu'après Bophal, pour leur image de marque dans le monde, ils vont arrêter la production, surtout si nos renseignements sont exacts et que ça représente peu de choses. Mais... Nous, on le souhaite. Et si les gens de la Littorale ont à manifester pour le maintien des emplois, on sera à leurs côtés.

■ En résumé, vos axes de « bataille »?

Continuer l'information. Mobilisation autour de la pétition et commencer à préparer ce référendum car on souhaite être associé à la rédaction de la question!

■ Avez-vous d'autres commentaires sur ce problème?

Oui. Finalement, le témik c'est une bonne chose peut-être pour augmenter le rendement à l'hectare de betteraves, mais finalement, a-t-on besoin de surproduire pour ensuite être obligé de détruire et de financer la destruction des surplus et faire courir des risques mortels à toute une population? ■ février 1985

LU DANS LA PRESSE LOCALE DU PCML

Saluons deux nouveaux titres :
« Objectif Santé » (Montpellier) et « Vers une nouvelle politique de gauche » (Poitiers). L'emploi, la sécurité, les exactions de la droite et de l'extrême-droite, tels sont les thèmes qui émaillent la presse locale. Et bien sûr aussi, l'expression d'une solidarité concrète au peuple kanak.

UN DOSSIER TOURISME. « Les élus et le peuple », trimestriel de Languedoc sur les questions locales et municipales, introduit un dossier tourisme en ces termes : « Certains y voient l'avenir de notre région, d'autres l'accusent de n'être que l'outil de la CEE, pour faire de notre région le bronze-cul de l'Europe... Au fait, le tourisme dans notre région, cela représente quoi ? Pour y répondre, « Les élus et le peuple » ont publié deux témoignages et réflexions, assortis de propositions et de réalisations concrètes : l'un de M. Buisson, maire de Villeneuve-les-Maguelonne, qui conduit un projet de camping quatre étoiles sur les terres communales (et non les plages), projet qui profitera à la commune et aux habitants et devrait permettre les échanges entre touristes et population locale ; l'autre, d'Alain Garrau, représentant de « Païs Nostre » qui mobilise contre le tourisme « ravageur » pour un « tourisme intégré ». Si ce dossier intéresse, écrivez à « Les élus et le peuple » : Imp. APDA. BP 7017. 34021 Montpellier Cedex.

Dans « Travailleurs de Dourdan » (Essonne) de janvier 85, un article — « Encore un mauvais coup de la droite au Conseil général » — indique : « Le Conseil général à majorité RPR-UDF décide de « déconventionner » au 01.01.1985 les associations de prévention spécialisées dans la prédelinquance et délinquance : cela se traduit concrètement par l'aboutissement de la fermeture des 12 associations du département, au licenciement de 80 personnes (éducateurs et administratifs), à la cessation de toute action de prévention, par l'augmentation des impôts pour les communes qui voudraient maintenir les associations. Ceci, alors que de nombreux jeunes subissent le chômage, confrontés aux échecs scolaires, au manque de formation, ce qui entraîne souvent marginalisation et rejet social. Autant de causes et d'effets rendant nécessaire l'action de prévention sociale. Mais la droite préfère développer ses campagnes électorales sur « l'insécurité ». A Dourdan, les « Remparts » est l'une de ces associations visées par la majorité RPR-UDF du Conseil général. Elle travaille en direction des jeunes des quartiers de la ville. Par courrier, le PCML est intervenu auprès de M. Tavernier, député-maire et aussi conseiller général, pour qu'il « use » de tous ses pouvoirs pour que le « rapport Simonin » qui remet en cause les associations, ne soit pas appliqué et n'entre pas en vigueur. Le PCML soutient les associations de prévention à Dourdan et dans le département. Le PCML s'oppose au « déconventionnement » et aux licenciements. »

Le numéro de janvier de « Ensemble » de Toulouse, sous le titre « Les délégués de RCS ne doivent pas être licenciés », indique : « La direction de RSC-ascenseurs s'illustre par son antisindicalisme. Après avoir mis à pied sept délégués CGT, c'est au tour de trois militants également élus CGT de l'établissement toulousain du 50, rue des Troubadours, de se voir menacés de licenciement. Motif : ces trois délégués (CE, CHSCT et CCE) se sont rendus sur un chantier afin de vérifier si les conditions de sécurité étaient conformes. Une attitude qui rejoint celle de l'ensemble du patronat, qui multiplie aujourd'hui les attaques contre les délégués syndicaux. La réaction des salariés de RCS ne s'est pas fait attendre : grève à Toulouse, avec occupation des locaux, mais aussi dans les succursales de plusieurs villes de France. Le 12 décembre dernier, des délégations massives de travailleurs et syndicats CGT de nombreuses entreprises privées ou publiques de la région sont venues rue des Troubadours apporter leur soutien. Mobilisation importante, du « tac au tac », dont les résultats sont là : les trois délégués ont pu reprendre leur travail. L'affaire est entre les mains de l'inspection du travail. »

Si vous souhaitez connaître ou vous abonner à l'un des journaux locaux du PCML auxquels cette page fait écho, demandez ses coordonnées à Travailleurs BP.90 75962 Paris Cedex 20.

« Unité et Solidarité » (PCML - Côte d'Opale - Berck), de décembre dernier pose la question : « Est-ce la fin de la Scoop Pilote (Berck) ? Chacun a pu constater ces derniers temps, en passant devant les bâtiments de la Scoop que s'effectuait le déménagement des locaux. Depuis le 23 mars 1983, date du dépôt de bilan, de nombreuses réunions organisées par le député-maire de Berck et le conseiller général, ont été faites avec les travailleurs (mais aussi coopérateurs) quant à l'avenir de l'entreprise. Les coopérateurs auraient-ils décidé de se séparer des locaux ? Interrogés, ceux-ci nous ont dit n'avoir pas pris cette décision ! Il est à rappeler qu'un plan de relance avait été proposé par la CGT (plan de formation professionnelle du personnel, d'informatisation du fichier clients, rénovation des bâtiments, et de renouvellement des machines). Le gouvernement Mauroy en acceptait le financement. Mais les fonds ne furent débloqués qu'à la suite de l'exclusion de l'équipe dirigeante, tous membres de la CGT. A la suite de cette révocation, le gouvernement et le conseil régional à dominante socialiste ont mis en place deux administrateurs pour présider aux destinées de l'entreprise. Mais aucun des objectifs du plan de relance n'a été réalisé et le dépôt de bilan s'en suivit ! Ainsi les travailleurs furent-ils les victimes de sombres réglemens de compte politiques ! Que sont devenus les sommes englouties dans l'affaire ? Force est de constater le double jeu des socialistes : soutien des travailleurs dans leur lutte contre les décisions du pouvoir « Giscard », qui voulait intégrer la Scoop dans un atelier protégé, et une fois la gauche au pouvoir, M. Krajewski, conseiller général, déclare que l'ancien atelier de Pilote deviendra une annexe du CAT d'Outreau, décision qui cadre avec la loi d'orientation de 1975 mise en place par la droite, qui refuse l'intégration des travailleurs handicapés à la vie des autres travailleurs. »

« L'Echo du Canal » (Martigues, Port-de-Bouc - Bouches-du-Rhône), de février 85, publie des extraits d'un tract de l'Association interculturelle des jeunes de la Logiron. Les voici : « Depuis de nombreux mois, des garçons et des filles des Comtes se sont organisés en association (A.I.J.L.) pour animer la jeunesse du quartier : sorties à la campagne, découverte de la nature, patinoire, piscine, camps, soirées vidéo, rénovation d'une salle mise à leur disposition par la société d'HLM, aménagement d'une pièce pour l'hétérophilie et d'un mini-bar. Dernièrement, ils se sont intéressés aux TUC (travaux d'utilité collective) et, bien que conscients des limites de cette opération lancée par le gouvernement — « Ce n'est pas l'idéal, mais c'est une corde à saisir » — ils ont entamé des démarches pour en créer quelques-uns sur le quartier, leur quartier. Au début janvier leur salle a été dévastée. Jalousie ? Basse vengeance ? Désir inavoué de briser ce qui est nouveau, ce qui veut vivre ?... Les jeunes ne s'arrêtent pas à ces questions et à la polémique ; ils ne se laissent pas décourager non plus et vont de l'avant ; ils ont demandé, et obtenu, que la salle soit toujours mise à leur disposition et ils vont la remettre en état. Pas plus que de racisme, il n'y a dans ce quartier populaire de conflit entre les générations : des adultes ont déjà aidé les jeunes, d'autres le feront encore. « La volonté qui brisera les montagnes », c'est la leur, ils le disent et ils l'écrivent. Les montagnes sont averties... »

La Commune du XIX-XX^e de février, dans son éditorial intitulé « Assez », traite des provocations démultipliées du Front national sur les marchés des deux arrondissements, depuis novembre 84, notamment sur le marché Place des Fêtes (le 3 février, 30 nervis du FN armés de barres de fer et de gourdin ont tenté d'y empêcher toute diffusion de presse). L'éditorial précise : « Devant cette escalade, la plupart des partis et associations démocratiques de l'arrondissement (PCML, PSU, LCR, PS, FA, PCI, MRAP, Comité Amérique centrale, LDH, Droit socialiste de l'homme, Inter-culture 19^e, Association Place des Fêtes, Info-sécurité 19^e, UL FO 19^e) se réunirent le jeudi 7 février pour déterminer une intervention commune pour les dimanches suivants. Nous regrettons que sur un sujet aussi grave et important que la question de la lutte contre le racisme et le fascisme, toutes les formations du mouvement ouvrier et populaire n'aient pas jugé nécessaire de participer à cette réunion et que même l'une d'entre elles, le PCF, renvoie dos à dos tout le monde dans un amalgame sidérant pour des gens qui se réclament de la théorie marxiste et de ses principes. (...) Nous sommes favorables à la mise en place d'une structure souple, rassemblant l'ensemble des partis, associations démocratiques et populaires, personnalités, individualités de l'arrondissement, ceci dans le respect de la diversité des points de vue, tout en n'excluant ni débat ni critique sur l'action à mener et les positions de chacun. La tranquillité du marché Place des Fêtes passe par le rejet de la violence et de ses premiers responsables, ceux qui incitent à la haine raciale. Nous exigeons l'interdiction de toutes les organisations y incitant, conformément à la loi du 1^{er} juillet 1972. »

suite de la page 14
branches tournées vers une exportation de caractère typiquement colonial, on retrouve les traits habituels du sous-développement : diversification quasi inexistante autour des monoproductions, secteur industriel désuet et très minoritaire, dépendance alimentaire à cause de cultures vivrières très insuffisantes.

La deuxième caractéristique est : d'importants transferts financiers et « tertiariation » sous l'impulsion de la métropole. Le déclin des économies coloniales de l'outre-mer français n'a pas suscité de la part des gouvernements français une aide aux peuples concernés pour développer des économies tournées vers la satisfaction de leurs besoins. Au contraire, les transferts financiers n'ont eu pour conséquence que de renforcer les déséquilibres issus du colonialisme et la dépendance vis-à-vis de la métropole. Ces transferts sont de formes diverses : envois à leurs familles des travailleurs immigrés en France, allocations familiales, allocations chômage, dotations budgétaires... Ils s'accompagnent d'une incitation au développement du secteur tertiaire (Fonction publique, tourisme...) alors que l'agriculture et l'industrie reculent. Le fort développement des activités touristiques et commerciales se fait essentiellement au profit de grands groupes multinationaux et des colons européens et au détriment des populations. Les grands réseaux de distribution, en implantant des grandes surfaces, ruinent le petit commerce local, et en favorisant les importations, détruisent l'artisanat et la petite industrie. Le développement anarchique du tourisme saïlit les paysages, remet en cause les équilibres écologiques et surtout développe la spéculation foncière en enrichissant les propriétaires fonciers (héritiers des planteurs esclavagistes), détruisant les terres agricoles et réduisant petits paysans et salariés agricoles au chômage.

Au niveau social, la politique néo-coloniale française a pour conséquence l'instauration de sociétés duales. La population est systématiquement coupée en deux et les inégalités y sont outrées. La législation concernant les salaires dans les DOM est symbolique : le traitement des fonctionnaires (souvent métropolitains) y est majoré de 40% (ou plus) alors que le SMIC y subit un abattement d'environ 20% par rapport à la métropole. Mais le credo départementaliste sur l'extension aux DOM de la protection sociale métropolitaine sombre dans l'hypocrisie quand on sait que les allocations familiales sont légalement supprimées aux chômeurs de longue durée, alors que plus de 30% des populations actives sont sans emploi. Encore que ces taux de chômage sous-estiment le sous-emploi endémique de la majorité des autochtones



(nombreux « petits emplois » précaires et travaux saisonniers) et que l'émigration vers la métropole est estimée pour la Guadeloupe, la Martinique et la Réunion en 1980 à environ 350 000 personnes pour des populations résidentes de 1 120 000 (31%).

Au niveau culturel, la non-prise en compte des identités des peuples des DOM-TOM se double d'une politique de soignant intégration qui, sur la base des transferts financiers et du sous-emploi, vise à développer une mentalité d'assisté et de dépendant. L'école, régie par les programmes et les méthodes d'enseignement de la métropole, rejette les langues maternelles, ignore arts, histoires, traditions et coutumes des peuples concernés et laisse persister un important analphabétisme.

Au niveau politique, la première vague de réformes datant des années 50 marquée par la « départementalisation » a eu pour but d'empêcher certaines colonies d'accéder à l'indépendance alors que se développait le grand mouvement de décolonisation. Sous le prétexte d'unifier les statuts et de pratiquer l'intégration avec la métropole, il s'est agi de tisser les filets de la dépendance et d'user du chantage sur le niveau de vie des populations avec les transferts financiers. Plus récemment, la politique de régionalisation et de décentralisation ne rompt pas avec les pratiques coloniales car elle ne modifie rien les rapports économiques de dépendance qui, au contraire, s'accroissent. Elle permet de déléguer une parodie de pouvoir politique aux relais économiques locaux du colonialisme et crée des contradictions au sein des mouvements populaires en faisant planer des illusions d'autonomie. Il s'agit de maintenir la présence française en limitant les affrontements avec les populations colonisées. Le gouvernement de gauche depuis mai 81, n'a pas fondamentalement rompu avec la politique coloniale antérieure, il a continué la politique d'aménagement du système déjà engagée avant son arrivée au pouvoir. En fait, seule une réelle indépendance politique permettrait la création d'un rapport de forces suffisant face à la métropole qui puisse contrarier sa politique économique coloniale et bâtir des économies indépendantes.

La question du droit à l'indépendance pour les peuples des DOM et TOM est une question cruciale pour le mouvement ouvrier et populaire français. C'est en effet non seulement un principe de solidarité internationale entre les peuples mais aussi une question-clé pour l'édification du socialisme en France. En effet pour la France impérialiste d'aujourd'hui, l'enjeu que recouvre la possession de ces dernières colonies dépasse les seuls intérêts coloniaux de type classique qu'elle en tire (exploitation des territoires et des populations) même s'ils sont loin d'être négligeables. Ce sont avant tout les bases géographiques d'une présence commerciale, financière, culturelle, politique et militaire permettant la poursuite d'une politique de puissance impérialiste mondiale même si elle est en déclin depuis déjà longtemps. C'est l'explication du maintien apparemment si coûteux de ces colonies d'une autre époque et de l'acharnement qu'y mettent pour les conserver les différents gouvernements, y compris des gouvernements socialistes qui ont montré ne pas vouloir rompre avec la logique impérialiste.

Alain DUPRÉ

Camille Rabin, de l'UPLG : POUR UNE GUADELOUPE INDEPENDANTE, NON-ALIGNEE, DEMOCRATIQUE

■ Comment se manifeste le colonialisme français en Guadeloupe, sous ses aspects économiques, sociaux, politiques ?

Il se manifeste dans tous les domaines de la société guadeloupéenne. Au niveau économique, ce sont les sociétés multinationales françaises qui dominent tous les secteurs, le bâtiment avec la COLAS, les transports avec la Compagnie Générale Maritime ou Air France, le commerce avec les chaînes de grandes surfaces comme Escale ou Mammouth, l'hôtellerie avec Frantel, Novotel, etc. Au niveau financier, ce sont des grandes banques françaises comme la Société Générale ou le Crédit Agricole qui dominent et orientent l'économie guadeloupéenne grâce aux crédits qu'elles contrôlent. Le développement de ces multinationales a entraîné la disparition de nombreux artisans et petits commerçants. L'appareil judiciaire et policier est de type colonial et complètement étranger à la Guadeloupe.

Le système d'enseignement est importé de la métropole et étroitement contrôlé par l'Etat colonial. Il nie la réalité nationale de la Guadeloupe pour prôner l'assimilation, l'intégration du peuple guadeloupéen au modèle français, occidental. Son objectif est de faire de la Guadeloupe un relais pour diffuser les valeurs culturelles françaises dans la région Caraïbe.

La présence de CRS, de gardes mobiles et de parachutistes français permet à la France d'utiliser la répression lorsque la politique d'intégration échoue. Les médias, radios et télévision participent à la même politique d'intégration et ignorent le mouvement indépendantiste.

Au niveau politique, le colonialisme propose de participer aux élections, il propose la décentralisation, se donne des aspects démocratiques mais en fait tout est entre ses mains et les assemblées n'y peuvent rien changer. Par exemple, au niveau économique : la décentralisation ne permet pas une réelle protection douanière des produits locaux contre la concurrence européenne — car la Guadeloupe de façon tout à fait contre nature est intégrée au marché européen. Si on veut développer l'élevage bovin ou la production de lait en Guadeloupe, on subit les quotas laitiers et la concurrence des Hollandais, des Allemands. L'économie de la Guadeloupe est dans un carcan. On ne peut concevoir son dé-

veloppement par une décentralisation qui ne s'attaque pas à ces problèmes là. On veut faire croire que les indépendantistes sont liés à des intérêts étrangers, qu'ils veulent déstabiliser la France et par delà la France, le monde occidental. Les seuls et uniques responsables de la déstabilisation de notre pays sont les capitalistes-colonialistes français. Tant que la Guadeloupe restera dans le carcan de la domination coloniale, elle ne sera ni calme ni stable. Cela est une réalité, une vérité incontournable.

Lorsque nous disons cela, on est rapidement accusé d'être manipulé par la CIA ou par le KGB qui veulent remplacer la France dans la région. Les socialistes reproduisent exactement la même analyse que fait Reagan sur l'Amérique latine, bien qu'ils se disent opposés à cette analyse.

■ Comment se développent les luttes sur le terrain, les luttes contre le colonialisme français et pour l'indépendance ?

La politique du gouvernement français en Guadeloupe a accentué la montée de la prise de conscience de la réalité politique en Guadeloupe. Au début des années 70, le mouvement indépendantiste s'est manifesté principalement à travers de grandes grèves, de grandes luttes syndicales de travailleurs agricoles, de paysans pauvres et d'ouvriers. L'appareil colonialiste a répondu à ces mouvements en accentuant la répression. A partir de 1975, la lutte a pris une orientation plus politique. Cette lutte politique a pris une nouvelle ampleur avec la création de l'UPLG.

Le Parti communiste guadeloupéen et la Fédération guadeloupéenne du PS (cette dernière est d'ailleurs insignifiante sur le terrain) se placent en dehors du mouvement indépendantiste.

D'autres organisations anti-colonialistes existent : Combat Ouvrier, Groupe Révolution Socialiste, MPGI. Nous voulons l'indépendance de notre pays. Mais l'UPLG n'a ni la même stratégie, ni les mêmes tactiques que ces organisations. Nous croyons que la lutte pour l'indépendance doit se faire par la révolution et avec le peuple mobilisé. Cette lutte doit se mener sur tous les fronts, sans privilégier les actions spectaculaires et ponctuelles, sans mépriser la pratique de masse. Nous inscrivons notre lutte politique dans la perspective de l'édification d'un Front Uni de Libération Nationale et nous développons la discussion au sein du Mouvement patriotique dans ce sens. L'UPLG a aujourd'hui une implantation militante sur l'ensemble du sol national, un journal de masse, et participe à des radios patriotiques qui couvrent l'ensemble du territoire. Nous pensons que nous entrons aujourd'hui dans une période d'intensification des luttes politiques et nous nous préparons à combattre l'assimilation prônée par la droite locale et les fausses solutions qui nient la nécessité de l'indépendance pour la Guadeloupe.

■ Lors du deuxième Congrès de l'UPLG qui s'est tenu récemment, vous avez, entre autres, traité du projet de société que vous proposez aux Guadeloupéens. Peux-tu en retracer les grandes lignes ?

Notre projet de société pour une Guadeloupe indépendante propose un nouveau type d'Etat, d'appareil judiciaire, policier et militaire, basés sur la démocratie, l'indépendance nationale et les intérêts du peuple guadeloupéen.

■ Et concernant les grandes lignes du développement économique futur de la Guadeloupe ?

La Guadeloupe nouvelle devra avoir une économie indépendante basée sur la production. La production sera privilégiée, c'est pour cela que d'ores et déjà nous mettons en avant le goût du travail, le travail manuel, car la Guadeloupe est un pays sous-développé avec une base économique agricole. L'agriculture devra être l'axe principal du développement, elle aura comme orientation, comme objectif, l'autosuffisance alimentaire par la diversification des cultures. Il faudra préserver les cultures d'exportation mais aussi développer les cultures vivrières : les cultures maraîchères mais également les céréales comme le riz, les pommes de terre, etc. Au niveau de l'élevage, notre mouvement entend privilégier le développement de l'élevage hors-sol (nous avons un petit territoire), bovin, porcin, avicole et également l'élevage caprin et ovin dans certaines régions pour éviter l'exode rural et mettre en place un réel plan d'aménagement du territoire. Il faut également un réel développement de l'agro-alimentaire pour permettre le développement d'une petite industrie légère et aller d'un pays agricole à un pays agro-industriel en comptant sur nos produits et notre force de travail. Nous comptons également développer la pêche, l'aquaculture et l'artisanat pour la production d'outils pour l'agriculture. Il faut diminuer les importations d'hydrocarbures par le développement des énergies de substitution comme l'énergie solaire, éolienne mais surtout l'utilisation de la bio-masse dans les régions cannières. Par cette politique énergétique, en privilégiant les petites unités, nous comptons renforcer notre indépendance. La mise en place de grandes unités nous obligerait à faire appel aux technologies étrangères et nous replacerait dans un système de dépendance.

■ Quelle place occupera pour l'UPLG une Guadeloupe indépendante dans le contexte international actuel ?

Pour l'UPLG, la Guadeloupe doit avoir une politique indépendante et de non-alignement. Elle ne doit être inféodée à aucun des deux blocs. Notre politique est une politique de paix, de solidarité et d'amitié avec tous les peuples. Elle privilégiera les relations avec les pays de la Caraïbe et de l'Amérique latine. La politique internationale que préconise l'UPLG repose sur les cinq principes de la coexistence pacifique.

■ L'UPLG envisage-t-elle pour la Guadeloupe indépendante des relations particulières avec l'ancienne puissance coloniale que sera la France ?

Nous ne prévoyons pas de relations privilégiées avec l'ancienne puissance coloniale. Les relations avec la France seront à envisager dans le cadre de la politique que je viens de préciser auparavant. De bonnes relations avec la France, ne peuvent s'envisager que si elle respecte totalement la souveraineté guadeloupéenne sur son territoire, nous combattons toute solution de type « autonomie-association » et tout maintien de troupes françaises en Guadeloupe. Les relations avec la France dépendront largement des conditions d'accès de la Guadeloupe à l'indépendance. En tout état de cause, nous sommes pour continuer à entretenir de bonnes relations avec le peuple de France, sa coopération avec la Guadeloupe indépendante sera la bienvenue.



Lendepandans — organe politique de l'Union populaire pour la libération de la Guadeloupe — B. P. 40 — Petit-Bourg



Apartheid NON — 46 rue de Vaugirard — 75006 Paris



ASEC-Infos — bimensuel — Association des stagiaires et étudiants des Comores — 6, rue Monsigny — 75002 Paris



Asé pléré an nou lité — journal pour la formation, l'organisation et l'union du peuple martiniquais sous la direction de la classe ouvrière — B.P. 299 Fort de France Cedex 97203

Yussuf Moussa, du Front Démocratique des Comores :

INDEPENDANCE, DEMOCRATIE NOUVELLE ET RESTITUTION DE MAYOTTE

■ **Pouvez-vous faire tout d'abord un rapide tour d'horizon de la situation économique, sociale et politique de l'archipel des Comores ?**

Le Front Démocratique caractérise la situation actuelle de la façon suivante : sur le plan économique, nous estimons que la gestion de M. Ahmed Abdallah, c'est-à-dire du pouvoir en place, a conduit le pays au bord du gouffre. Dans le domaine agricole, même si les autorités conviennent que c'est l'essentiel de l'activité économique de notre pays, on constate que depuis plus de six ans que M. Ahmed Abdallah est au pouvoir, aucun progrès sensible n'a été réalisé. Malgré l'accroissement important de l'endettement du pays, aucun projet pour lequel les crédits ont été accordés n'a vu le jour. L'argent a été utilisé par Ahmed Abdallah pour mener sa campagne électorale ou faire fructifier ses affaires personnelles, ce qui est pratique courante de sa part. On ne voit pas aujourd'hui comment le pays pourra rembourser ses dettes.

La situation sanitaire du pays est l'une des plus arriérées du monde. La population souffre de maladies endémiques. On connaît aux Comores, Mayotte y compris, la tuberculose, la lèpre et toutes les maladies des pays tropicaux. L'enseignement est dans une situation catastrophique et aucune perspective n'est offerte à la jeunesse en âge d'être scolarisée. Le manque de locaux, de matériel, d'enseignants qualifiés fait de l'enseignement primaire aussi bien que secondaire un enseignement au rabais. Quant au supérieur, il est réduit uniquement à une école normale et la plupart des étudiants sont obligés de s'expatrier.

On dit que la situation est meilleure à Mayotte, mais en fait fondamentalement il n'y a pas de différence. A cet égard, les services de préfecture ont publié un document en 1978 qui comparait Mayotte à l'Afrique de 1905 du point de vue économique. L'économie des îles Comores, des quatre îles, est complètement dépendante de l'extérieur. Tout ce que mangent les Comoriens, tous les produits de consommation viennent de l'extérieur et les principaux partenaires des Comores sont la France et l'Afrique du Sud. L'Afrique du Sud a une part importante dans l'alimentation, la viande, le poisson alors que les mers des Comores sont très poissonneuses. Le taux de couverture pour Mayotte était de 5,6% en 1983; pour la République

fédérale, on n'est pas loin de ce chiffre. Au niveau social, une minorité de la population que l'on peut estimer à environ 5% vit dans une opulence, selon un schéma occidental, qui ne correspond pas aux possibilités économiques du pays. A côté de cela, il y a un pôle beaucoup plus important de gens qui vivent dans la misère tant à la ville qu'à la campagne.

■ **Sur le plan politique ?**

Avant les élections présidentielles, Ahmed Abdallah a réussi à faire taire les contradictions dans son camp et à s'imposer comme candidat unique. Mais à peine les élections présidentielles passées, le peuple n'a pas du tout apprécié ce qui s'est passé : les résultats qui ont été publiés par les autorités ne correspondent pas du tout à la réalité. En fait le peuple a répondu de façon massive au mot d'ordre de boycott lancé par le Front Démocratique. Le Front Démocratique estime que la participation réelle à ce scrutin est de l'ordre de 30 à 40% au mieux, alors qu'Ahmed Abdallah fait état de 99%. Sur la base de ce résultat, nous avions prévu que le gouvernement issu de ces élections n'allait pas durer et c'est ce qui s'est produit puisque à peine les élections passées, les luttes de clans à l'intérieur du régime ont repris de plus belle, ce qui fait que nous aboutissons à une situation aujourd'hui où Ahmed Abdallah est abandonné par ses proches collaborateurs. Il essaye de reprendre les choses en main, de renforcer son pouvoir personnel. C'est ainsi qu'il vient de modifier encore une fois la Constitution dans ce sens. Cette concentration du pouvoir entre les mains d'un seul homme s'accompagne d'un isolement du régime toujours plus grand. Le seul recours d'Ahmed Abdallah est de renforcer encore sa dictature et il a des atouts pour le faire.

Sur Mayotte, la loi de 1979 n'a pas été appliquée. Elle prévoyait un référendum qui n'a pas eu lieu et cette loi n'a pas été remplacée. Le projet Lemoine n'a pas été soumis à l'Assemblée et il est curieux que l'opposition en France n'en dise mot; y aurait-il une entente tacite sur la question? Ahmed Abdallah est venu en France la veille de l'adoption du projet de loi par le Conseil des ministres, il a été reçu par Mitterrand mais n'a fait aucune déclaration sur le contenu des discussions. Nous pensons au total que la situation est préoccupante et laisse la porte ouverte aux aventuriers.

■ **Quelles sont les propositions du Front Démocratique concernant ces problèmes et la question de Mayotte ?**

Nous pensons que la situation actuelle en République fédérale prend le pas sur le problème de Mayotte. En effet, un coup d'Etat en République fédérale peut avoir des conséquences y compris sur les possibilités de solution au problème de Mayotte. Nous luttons contre le régime d'Ahmed Abdallah mais nous sommes contre toute aventure putschiste car nous avons tiré les leçons sur la base des expériences dans notre pays et en Afrique. Ce n'est la solution à aucun problème. Pour changer la situation dans notre pays, il ne suffit pas de renverser un homme, en fait il représente une classe sociale et c'est elle qu'il faut renverser avec tous les intérêts qu'elle représente. Un putsch ne ferait que remplacer Ahmed Abdallah par un de ses semblables qui ne peuvent ni ne veulent résoudre les problèmes qui se posent aux Comores y compris la question de Mayotte. Alors quelle issue proposons-nous? Pour nous, la solution c'est la Démocratie Nouvelle. Cela si-

gnifie gagner notre indépendance en, dans un premier temps, chassant les mercenaires de l'archipel. Il s'agit aussi que le pays et le peuple comorien se dotent des moyens de défense qui empêchent leur retour, c'est fondamental quand on a vu avec quelle facilité ils ont débarqué en 1975 et 1978 et renversé le régime en place. Il s'agit aussi de s'attaquer aux problèmes économiques du pays et résoudre en priorité le problème paysan qui conditionne tous les changements aux Comores. Résoudre le problème paysan, c'est récupérer les terres extorquées par les mercenaires, les sociétés coloniales et les grands propriétaires fonciers que représentent Ahmed Abdallah et Marcel Henry à Mayotte. Le mouvement de récupération des terres a d'ailleurs déjà commencé et malgré la condamnation des tribunaux, les paysans résistent depuis quelques années déjà. Nous pensons que c'est la voie à suivre, il faut récupérer les terres par la force mais ce n'est pas suffisant : il faut aussi donner aux paysans des moyens pour cultiver ces terres.

■ **Est-ce que le Front Démocratique pense que la résolution du problème de Mayotte passe par une solution globale pour l'ensemble de l'archipel ?**

Le renforcement de l'unité des Comores passe par la restitution du territoire de Mayotte, la Démocratie Nouvelle seule peut créer une République unie et indépendante. Concernant la question précise de Mayotte, nous pensons que la France n'a rien à y faire et nous demandons sa restitution sans attendre la Démocratie Nouvelle. Cette restitution doit cependant faire l'objet d'un débat national. En effet, il ne s'agit pas que la réintégration de Mayotte se fasse au détriment de la population. Il y a lieu de maintenir les acquis, en particulier les libertés démocratiques qui n'existent pas en République fédérale. Pour cela, nous préconisons un retour à un véritable fédéralisme au sein de la République pour permettre de faire valoir à chaque île ses particularités. Entre autres, nous préconisons que chaque île élise son gouverneur au lieu qu'il soit désigné par le chef d'Etat comme à l'heure actuelle. Concrètement, nous proposons que toutes les parties concernées (la France, la République fédérale, les forces démocratiques) se réunissent pour fixer les conditions de la réintégration de Mayotte, nous pensons que cela peut se faire maintenant. Nous ne pensons pas que la réintégration de Mayotte soit la solution à tous les problèmes mais c'est un atout pour lutter contre la grande bourgeoisie et la domination étrangère.

■ **Quelle politique internationale préconisez-vous pour les Comores et plus précisément concernant les rapports avec la France ?**

Notre programme montre clairement quelle est notre politique internationale. Nous nous plaçons dans le camp des non-alignés. C'est curieux, car il y en a toujours qui veulent nous placer soit du côté des Etats-Unis, soit du côté de l'URSS mais nous adhérons fermement à la charte des non-alignés, nous sommes prêts à avoir des relations avec tous les pays qui le veulent sur la base des cinq principes de la coexistence pacifique. Nous n'avons pas a priori, sauf bien sûr pour certains cas particuliers, par exemple le cas de l'Afrique du Sud, c'est un problème à part; nous ne pensons pas que l'Afrique du Sud respecte les cinq principes de la coexistence pacifique, entre autres l'indépendance et la souveraineté. Avec la France, nous sommes également disposés à avoir des rapports : des rapports privilégiés puisqu'il y a des liens historiques qu'on ne pourra pas balayer comme ça du jour au lendemain, par exemple les Comores font partie de la zone franc mais nous pensons qu'il y a lieu de renégocier les accords justement dans ce domaine, de même pour ce qui est de la défense.

Si nous arrivons à résoudre ces problèmes litigieux, et le problème de Mayotte, nous pensons que nous aurons des rapports tout à fait normaux avec la France. Nous pensons qu'il n'est pas trop tard pour régler les litiges entre les Comores et la France.

Ce que nous voudrions également ajouter, c'est que nous ne menons pas une lutte raciste, nous luttons contre la domination étrangère et nous disons qu'en France, nous avons des amis qui nous soutiennent aussi bien dans la politique menée en République fédérale que sur le problème de Mayotte particulièrement. Je voudrais citer le cas du PCML qui depuis longtemps nous a toujours apporté un soutien. Nous avons également d'autres amis en France. Il existe par exemple une association qui s'est créée pour soutenir la réintégration de Mayotte. Et ce que nous souhaitons, c'est que le soutien s'élargisse, que de plus en plus de Françaises et de Français soient sensibilisés sur nos problèmes. Nous pensons que nous avons tout à gagner, aussi bien les Français que nous, si nous arrivons à résoudre les litiges que posent les Comores et la France aujourd'hui, si nous arrivons à bâtir d'autres types de rapports plus fraternels, plus chaleureux.

■ **Quelles sont les réflexions que vous tirez des rencontres que vous avez pu faire avec les communautés comoriennes en France ?**

Il faut signaler qu'il y a une forte communauté comorienne en France — forte relativement à la population des Comores — concentrée principalement à Paris, Dunkerque et Marseille. J'ai eu effectivement des contacts avec la communauté comorienne dans ces trois localités et j'ai découvert les conditions d'existence des Comoriens en France. Si les Comoriens quittent en masse leur pays pour venir en France, c'est à cause des problèmes qu'ils rencontrent sur place : pas d'emploi, manque de liberté démocratique. A cause de cela, les Comoriens s'expatrient dans l'espoir de trouver de meilleures conditions de vie et de travail; malheureusement, quand ils arrivent en France, ils ne trouvent pas l'Eldorado qu'ils s'attendaient à trouver. Nombre de Comoriens se trouvent aujourd'hui sans emploi, sans papiers. Ils sont logés dans des conditions d'insalubrité incroyable. On m'a dit qu'à Marseille, il n'est pas rare de trouver 10 à 15 personnes entassées dans une pièce. Ce qu'il faut déplorer, c'est que les autorités comoriennes jusqu'alors n'ont rien fait pour améliorer le sort de nos compatriotes en France. En tout cas, aujourd'hui, la situation des Comoriens en France est assez difficile et surtout en cette période de crise en France. Le chômage frappe en particulier les immigrés et les Comoriens.

Nous avons dit à nos compatriotes de s'organiser pour revendiquer leurs droits auprès des autorités françaises et des autorités comoriennes; qu'ils se solidarisent avec les luttes populaires en France, les luttes des ouvriers en France.

Hnalaine Uregei, représentant du FLNKS en France : **«JAMAIS LA DETERMINATION DU PEUPLE KANAK N'A ETE SI CONSIDERABLE»**

■ *Peux-tu nous parler du récent Congrès du FLNKS, et surtout des décisions qu'il a prises dans la situation actuelle ?*

Le Congrès s'est tenu le 9 février à Nakety, sur le territoire de la tribu d'Eloi Machoro, là où il est enterré. Pour la première fois, chacun des trente-deux comités locaux du FLNKS a pu envoyer un ou plusieurs représentants. C'est important, car des grandes difficultés de circulation — barrages anti-indépendantistes, état d'urgence — avaient affecté la communication au sein du Front. Environ mille délégués ont participé au Congrès; mille autres militants étaient présents... ainsi que les instances représentatives : gouvernement provisoire, Bureau politique, Convention nationale, etc. Trois quarts du Congrès ont été consacrés au bilan des luttes depuis le 18 novembre, chaque comité faisant état du positif, du négatif, des difficultés et carences et apportant des suggestions pour améliorer. Puis a été examinée la stratégie à suivre. Le bilan stratégique depuis le 18 novembre a été établi et a été mise en place la réorganisation des structures de base du Front.

Sur le plan stratégique, la relance des actions sur le terrain a été décidée : actions de déstabilisation des intérêts coloniaux et néocoloniaux rendues nécessaires deux mois après la levée des barrages. Dans le même temps, doivent se poursuivre les discussions engagées avec le représentant du gouvernement dans la voie d'une solution politique et négociée à la crise actuelle. C'est un double cap. Nous continuons la négociation; l'opportunité n'est pas à la lutte révolutionnaire armée, en raison du rapport de forces, de nos faibles moyens et de la force de l'adversaire — 30 000 colons armés, un dispositif policier et militaire de 6 500 hommes. Mais entre la négociation et la lutte armée, il y a tout un éventail d'actions politiques, économiques...

Nous continuons la négociation, sur la base de nos propositions, mais nous ne restons pas passifs. Nous ne conditionnons pas l'ensemble de notre stratégie aux simples manœuvres de Pisani sur l'opinion calédonienne. Seule la mobilisation sur le terrain a pu déjouer les manœuvres de la droite et du gouvernement socialiste et contraindre le gouvernement français à mettre le statut Lemoine au rencart... Par la mobilisation sur le terrain, on peut se prémunir contre toutes les dérives néo-coloniales. La négociation, oui, mais sur la base d'un rapport de forces sur le terrain. D'autant qu'on peut constater que le pari de Pisani de faire basculer une proportion sensible de voix non-kanakes lors du référendum,

si référendum il y a, ne sera pas tenu... Pour nous, la lutte armée, le recours aux moyens violents, c'est le dernier recours une fois épuisés tous les autres moyens politiques, économiques. L'arme économique, c'est un atout entre nos mains qui n'a pas encore été utilisé. Il faut toucher les gens au portefeuille, briser les capacités de pression économique que la bourgeoisie coloniale exerce sur les communautés non-kanakes. Sa force n'est pas tant de nature idéologique; c'est surtout sa puissance d'attraction économique et sociale qui lui permet d'exercer un chantage au travail, à la peur, un chantage alimentaire... Le syndrome de l'indépendance joue encore dans la mentalité des non-Kanaks, et notamment des travailleurs qui ont des intérêts objectifs à rejoindre notre lutte : les travailleurs wallisiens, les « petits blancs » prolétariés, les Tahitiens...

■ *Quelles formes les actions de déstabilisation économique vont-elles prendre ?*

Il y aura différents aspects : boycott des circuits de distribution, des commerces d'Européens, blocage de la reprise des activités minières — comme à Thio aujourd'hui où la consigne du FLNKS a été suivie à 100% —, blocage d'activités import-export. Et ceci en coordination avec les mesures de rétorsion à l'encontre des intérêts français décidées par les syndicats dans le Pacifique. Par ailleurs, nous organisons progressivement une campagne de désobéissance civile à Nouméa — grève des loyers, des taxes, insoumission des jeunes Kanaks ne reconnaissant plus l'obligation de servir dans l'armée coloniale française. Il s'agit d'une stratégie de refus de la société coloniale calédonienne sur le plan économique et civil. Dans cette stratégie, s'inscrit le boycott de la rentrée scolaire; c'est un test de la capacité d'une reprise normale de la vie sociale. Ce boycott n'est pas seulement un refus politique, il met en cause les structures et le contenu de l'enseignement colonial et permet un apprentissage d'une école kanake populaire adaptée aux réalités culturelles, sociales et historiques du peuple kanak, notamment en ce qui concerne l'histoire du pays kanak — qui elle se fera en langue kanake — mais non les matières comme les mathématiques ou les sciences.

Ces actions de déstabilisation sont laissées à l'initiative totale des comités locaux devenus les « Comités de lutte et d'autodéfense », qui ont toute autonomie pour définir la tactique sur le terrain. Nous assumons le risque d'incohérences, mais cette souplesse est inhérente à la situation sur le territoire. Les comités de lutte ont trois objectifs : mener des actions de déstabilisation et relancer l'action; organiser une économie sociale parallèle (économie de survie, coopératives, circuits autogérés, initiatives en matière de santé, éducation, etc.); assurer les tâches d'autodéfense et de sécurité face aux dangers de dérapage de l'extrême-droite. Aucune tribu, aucune réserve n'est à l'abri; il faut assurer la sécurité des locaux, des militants, des directions politiques et de tous les Kanaks, femmes, enfants, vieilles personnes. A Nouméa, dans les quartiers populaires, des comités de sécurité patrouillent et surveillent; des réseaux permettent de faire circuler l'information et de parer à toute éventualité.

Il est nécessaire d'améliorer, de réorganiser, d'adapter les structures aux besoins. Ceci dit, quelles que soient nos carences et difficultés, et malgré nos faibles moyens, jamais le Front n'a été aussi fort ni la détermination de tout le peuple kanak si considérable...

■ *Comment envisagez-vous la négociation ?*

On prend rendez-vous avec Pisani après fin mars une fois le plan final, le texte de loi mis sur pied, et nous négocierons

sur la base de nos propres conditions, sur ce qui est négociable. Ce qui, déjà, n'est pas négociable, c'est le cadre de « l'indépendance-association ». Le FLNKS a préféré parler d'« indépendance-coopération ». Nous voulons que l'option soit ouverte et non fermée dès le départ. Le cadre est trop contraignant et conduit à négocier et à capituler sur un pacte néo-colonial; il n'est pas concevable pour un Etat kanak souverain que des domaines comme la Défense, la sécurité, la monnaie, les Affaires étrangères relèvent des compétences de l'Etat français. La négociation doit se faire sur une base claire et loyale : pour négocier et s'associer, il faut être deux... et les négociations doivent se faire dans un cadre bilatéral entre un Etat français souverain et un Etat kanak souverain. Aussi posons-nous comme préalable aux accords de coopération, la restitution de la souveraineté kanake; sur cette base, en toute souveraineté, nous choisirons nos partenaires, la France bien sûr, mais, pourquoi pas, d'autres pays avec lesquels nous contracterons des accords de coopération et d'échange mutuel. Précisons d'ailleurs que sous la pression de la droite et de l'extrême-droite et sous les recommandations du président de la République, le plan Pisani initial a reçu des corrections avec un peu plus « d'association » et un peu moins « d'indépendance », accordant plus de « garanties » aux communautés non-kanakes et corrélativement enlevant plus de substance à ce qui semble déjà une indépendance, une souveraineté boiteuses pour le peuple kanak.

Deuxième point : il n'est pas question d'accepter la définition du collège électoral présentée par Pisani; on ne peut accepter une telle mascarade; la seule restriction de trois ans de durée de séjour est notoirement insuffisante. La seule concession raisonnable c'est que seules les victimes de la colonisation, les Kanaks, et les « victimes de l'histoire », les caldoches — ceux qui sont nés en Calédonie et dont le père ou la mère y est né —, tous ceux qui sont concernés par le fait colonial donc, puissent participer aux élections et décider de l'avenir du pays. Droit de participation au référendum et droit de vivre et de travailler en Kanaky sont deux choses différentes. Nous réfutons le droit de voter aux communautés non concernées par le fait colonial mais l'avenir leur est ouvert de faire le libre choix de rester ou non en Kanaky. C'est à eux de décider; le peuple kanak, lui, s'est engagé à exercer son droit d'accueil une fois restituée sa souveraineté. Le droit de vote et le droit de vivre sont deux choses séparées. Cela coupe court aux attaques contre le FLNKS « qui ne respecte pas la démocratie ». La thèse « un homme, une voix » avalise l'arithmétique coloniale imposée au peuple kanak par les différentes majorités de droite et reprise par le gouvernement socialiste. Pour ce référendum, le peuple kanak, seul, doit voter : concrètement cela veut dire que le vote kanak puisse apparaître séparément. Ukelwé dit que la majorité des Kanaks est contre l'indépendance. Nous répondons : chiche! Faisons un vote des seuls Kanaks et nous sommes sûrs que 90% des Kanaks voteront pour l'indépendance kanake! Ou bien que le vote kanak apparaisse séparément et qu'il ait valeur politique dans un scrutin référendaire. Notre proposition sur le collège électoral s'applique au-delà du référendum, pour l'élection de l'Assemblée constituante... Nous voulons des garanties pour un pouvoir politique majoritaire kanak... On verra s'il y a un terrain de compromis avec le gouvernement. Il y a enfin des points plus secondaires : l'amnistie des Kanaks emprisonnés, la révision des listes électorales, la supervision du vote par les instances internationales, etc.

■ *Quelles perspectives pour la solidarité à votre lutte ?*

Le Front a décidé que le 20 avril prochain soit organisée une Journée internationale de solidarité avec la lutte du peuple kanak, en Nouvelle-Calédonie, dans le Pacifique, en Europe et en France. En France, il y aura une grande manifestation nationale ce qui n'exclut pas la possibilité d'actions décentralisées. Mais la Journée doit avoir le plus d'impact possible sur des objectifs précis et centralisés. Nous appelons toutes les organisations politiques, syndicales, tous les mouvements démocratiques à y participer, à prendre contact avec l'Association de soutien aux droits du peuple kanak et avec le FLNKS en ce sens. ■

4 mars 1985



Jean-Marie Tjibaou, président du FLNKS et du gouvernement provisoire de Kanaky au meeting du 28 janvier



Plus de 5 000 personnes pour soutenir le peuple kanak le 28 janvier Espace Balard



Hnalaine Uregei (à droite) lors de la conférence de presse le 13 janvier, après l'assassinat d'Eloi Machoro et Marcel Nonnaro

Chine :

Le défi du développement

Dans la Chine de 1985, le défi du développement signifie modernisation, réformes économiques dans les campagnes et dans les villes, autonomie des entreprises, expérimentation. Tels sont les points-clés retenus par la délégation d'études du PCML ayant séjourné en Chine en décembre 1984. La jeunesse chinoise est l'un des facteurs décisifs de ce défi. Jiang Hong, responsable auprès de la Ligue de la Jeunesse, en parle avec Suzanne Bernard, écrivain, qui vit et travaille en Chine depuis sept ans.

Difficile de parler de la Chine, et de parler juste. Difficile, après un trop bref séjour, de ne pas sombrer dans une admiration béate devant les réalisations visibles, évidentes, omniprésentes.

La Chine fascine : il ne se passe pas de semaine sans que la presse, la radio ou la télévision n'évoquent les derniers changements apparus : sur la liberté dans la création littéraire, sur la publication des œuvres de Freud en chinois, sur le remplacement des quotas de produits agricoles par un système de contrats entre l'Etat et les paysans, sur l'ouverture d'un centre de formation à la gestion des entreprises à Pékin, etc. ...pour ne citer que les dernières nouvelles. Tout le monde s'interroge : la Chine est-elle encore socialiste? N'est-elle pas en train de « restaurer le capitalisme »? Et de mener des discussions passionnées sur ce thème. Mais sauter aux conclusions, n'est-ce pas en définitive se condamner par avance à ne pas saisir les ressorts profonds de la société chinoise, à reproduire les mêmes errements que nous avons vécus — amis ou adversaires de la Chine — dans un passé somme toute pas si éloigné de nos mémoires?

Voir, observer, essayer de comprendre une petite partie de la réalité chinoise, telles ont été, au fond nos ambitions au cours de ce séjour.

A Pékin comme à Nankin, sur les routes de campagne, dans la province du Jiangsu, partout une foule importante, à toute heure de la journée : témoin d'une extrême densité de population. Impression qui sera confirmée par le directeur du bureau agricole du district de Jiangyin : la surface cultivable n'est que de 0,67 mous (1 mou = 1/15^e d'hectare) par habitant!

Si l'on n'aperçoit pas de richesse ostentatoire, nous n'avons pas vu non plus d'extrême pauvreté : les passants sont habillés chaudement (à Pékin, il fait entre -10 et -15°), avec des anoraks, des duvets ou de grands manteaux moletonnés, rares sont les vêtements rapiécés, et l'on voit beaucoup de vélos neufs. Une chose qui nous a frappés est la multitude des chantiers de construction, en ville comme à la campagne. Partout s'élèvent des immeubles (à la place des vieux quartiers d'habitation, dont une partie subsiste encore) ou, dans les campagnes, des maisons individuelles, dont certaines à un ou deux étages. Cet effort a permis d'améliorer le logement, d'augmenter la surface habitable (bien qu'à Pékin notamment, ce problème ne soit pas encore résolu).

Autre impression forte : le dynamisme du commerce. Des petites échoppes le long des trottoirs aux grands magasins en passant par les petits — ou grands — marchés libres, des multitudes de boutiques bordent les rues des villes et villages, offrant une bonne diversité de produits.

Extraits de la décision du C.C. adoptée par la 3^e session du C.C. issu du XII^e Congrès du P.C.C.

« La naissance de la République populaire de Chine et l'instauration du système socialiste ont mis fin à l'histoire de l'ancienne Chine semi-féodale et semi-coloniale, qui fut celle de plus d'un siècle de profondes calamités pour notre peuple; le système d'exploitation a alors été aboli et notre peuple multinational est devenu réellement le maître du pays. Sous la direction du Parti communiste chinois, notre peuple a déployé depuis d'après efforts qui ont permis d'instaurer un système industriel et une économie nationale qui sont indépendants et relativement complets; grâce à ces immenses succès, irréalisables sous l'ancien régime, nous avons créé la base matérielle indispensable pour l'édification d'une Chine socialiste moderne, à la fois forte et prospère, démocratique et hautement civilisée. (...)

« Les profonds changements réalisés dans notre pays durant les 35 années qui ont suivi la fondation de la République populaire constituent une première manifestation de la supériorité du système socialiste. Mais il importe de souligner que celle-ci n'a pas encore été utilisée aussi pleinement qu'il convient. En dehors de raisons historiques, politiques et idéologiques, cet état de choses s'explique essentiellement, du point de vue économique, par le fait que la structure économique s'est sclérosée, au point de ne plus s'adapter aux exigences du développement des forces productives de la société. Les principales tares de cette structure consistent en ceci : absence de séparation entre les attributions des organes administratifs et celles des entreprises; cloisonnement sur le plan vertical comme sur le plan horizontal; contrôle excessif et trop rigide de l'Etat sur les entreprises; négligence du rôle de la production marchande, de celui de la loi de la valeur et de celui du marché; égalitarisme poussé en matière de répartition. (...)

« Pour transformer radicalement ce système économique qui entrave le développement des forces productives, nous devons faire un bilan sérieux de notre expérience historique, étudier avec soin la situation réelle de notre économie et les exigences de son développement; parallèlement à cela, nous devons assimiler ou examiner toutes les méthodes de gestion avancées des pays étrangers, qui reflètent les lois de la production sociale des temps modernes, y compris celles des pays capitalistes développés. Le Comité central estime que, conformément au principe préconisé depuis toujours par notre parti et recommandant de combiner les principes fondamentaux du marxisme avec les réalités de la Chine, ainsi qu'au principe de traiter correctement les expériences de l'étranger, nous devons libérer davantage notre esprit et suivre notre propre voie. (...)

suite de la page 26

Il faudrait ajouter à cela des « détails » comme une certaine recherche vestimentaire, surtout chez les jeunes, la radio qui passe de la musique rock, les coiffures (les jeunes gens de Changzhou portent les cheveux plutôt longs) : autant de touches qui viennent compléter le tableau d'un pays visiblement en pleine transformation. A tel point qu'on se surprend parfois à oublier que la Chine est encore un pays en voie de développement : on n'y voit pas, en effet, ce qui constitue le lot commun d'un trop grand nombre de pays du Tiers Monde : misère, malnutrition, absence d'hygiène, analphabétisme. Mais — et les visites des magasins, des logements sont là pour nous le rappeler — on ne peut oublier les écarts considérables de niveau de vie avec un pays développé comme le nôtre. Hormis les loyers et la nourriture qui coûtent encore peu cher, les biens de consommation (habillement, audiovisuel, appareils ménagers) sont vendus à des prix élevés par rapport au salaire moyen. Et si les Chinois n'arrivent pas à dépenser la totalité de leurs revenus, c'est bien parce que le marché ne leur offre pas suffisamment de produits, ce qui correspond à un niveau encore très faible du développement industriel. Quant à la caractéristique économique essentielle d'un pays en voie de développement, la part prépondérante des paysans dans la population active, elle demeure une constante de la société chinoise, avec 80% de la population active occupée dans l'agriculture.

UN PAYS DU TIERS MONDE EN PLEIN DEVELOPPEMENT

C'est sans doute ainsi que l'on pourrait caractériser au mieux la Chine des années 80 : la consommation de base, alimentation, habillement, logement, santé, protection de l'enfance, éducation, est assurée à tous, sans risques de déséquilibres majeurs. Cette stabilité acquise permet à l'économie chinoise d'entamer la période de développement rapide et diversifié afin de répondre à une demande croissante de consommation populaire. La réforme entreprise dans les campagnes depuis 1979 a eu pour effet d'accélérer ce processus, par un triple mouvement : croissance notable de la production agricole — en 1984, pour la première fois la Chine a produit 400 millions de tonnes de céréales, se plaçant du même coup au premier rang des producteurs mondiaux — rattrapage du niveau de vie dans les campagnes à hauteur des revenus citadins, industrialisation des campagnes.

L'INDUSTRIALISATION DES CAMPAGNES

Lors de notre visite dans le district de Jiangyin, et plus encore dans un village d'un millier d'habitants, nous avons pu mesurer l'ampleur de cette transformation des campagnes chinoises.

Un problème majeur des pays en voie de développement réside dans l'excédent de main-d'œuvre occupée dans l'agriculture : celle-ci ne permet plus de subvenir aux besoins des familles paysannes. Tout progrès technique dans l'agriculture, en même temps qu'il est nécessaire pour augmenter les rendements et nourrir les populations urbaines, accentue encore l'excédent de main-d'œuvre. La terre ne suffisant plus à nourrir le paysan, celui-ci va émigrer dans les villes, à la recherche d'un emploi hypothétique dans les usines. C'est ainsi que se sont formées ces énormes concentrations urbaines du Tiers Monde, en Amérique latine et centrale, en Afrique comme en Asie. La Chine n'est bien entendu pas à l'abri d'un tel phénomène, d'autant plus que la surface cultivable est extrêmement exiguë.

Le problème posé à la Chine — et qui n'est pas encore résolu dans toute son ampleur — est donc d'opérer un transfert massif de main-d'œuvre de l'agriculture vers l'industrie en évitant de créer des déséquilibres (l'urbanisation « sauvage » qui aboutirait inévitablement aux bidonvilles) difficilement réversibles. L'un des axes de la réforme dans les campagnes a donc été de susciter, dans les villes petites et moyennes (quelques centaines de milliers d'habitants quand même!) comme dans les villages, la création d'industries de biens de consom-

suite page 28

mation, soit destinées au marché intérieur, local ou national, soit tournées vers l'exportation. Il ne s'agit plus des ateliers des communes populaires dont l'objectif était pour l'essentiel de pourvoir aux besoins locaux de la production agricole, mais de véritables entreprises qui n'ont pas pour objectif premier l'agriculture. Ainsi, dans le district de Jiangyi, sur une population de 1,02 million d'habitants, 240 000 personnes travaillent dans 2 100 entreprises, soit le quart de la population! Très concrètement, cela signifie que des familles paysannes vont avoir un ou deux salariés employés dans l'industrie, qui cultiveront leur lopin de terre après leur journée de travail à l'usine : ainsi se développe une couche nombreuse d'ouvriers-paysans qui, par leur activité mixte, accèdent à des revenus relativement importants leur procurant un niveau de vie souvent plus élevé qu'en ville : maisons plus grandes, magasins et marchés sur place, équipements collectifs à disposition. Dans ces conditions, les familles rurales n'ont pas tendance à émigrer vers la ville. Est-ce LA solution au problème du transfert d'activité agriculture-industrie? Nul ne le sait à coup sûr; mais il est certain par contre que cette transformation des campagnes a permis jusqu'à présent d'éviter le pire, d'assurer des revenus beaucoup plus importants aux familles rurales, mais aussi d'assurer une progression très régulière de la production agricole.

VERS LA RÉFORME DU SYSTÈME ÉCONOMIQUE DANS LES VILLES

L'objectif que s'est fixé le PCC est, rappelons-le, de quadrupler la production nationale d'ici la fin du millénaire, soit un PNB par habitant de 800 dollars/an. Il s'agit sans conteste d'un objectif nécessaire pour permettre une élévation significative du niveau de vie de la population et franchir le cap du développement d'une façon irréversible, mais aussi d'une grande ambition qui impose une croissance rapide et continue dans tous les domaines de l'économie, ceci jusqu'à l'an 2000.

Sur la base des succès rencontrés dans la réforme économique des campagnes, le CC du PCC a décidé de généraliser cette réforme à l'ensemble de l'économie, ce qui a fait l'objet de sa troisième session, en octobre 84 (voir page 27). Le but de cette réforme, au point de vue économique, est de redynamiser l'industrie, en améliorant la productivité qui était (et est encore) très faible, la circulation marchande et monétaire. Pour cela, il fallait agir sur les rigidités du système et susciter l'adhésion des ouvriers, mettre en place des systèmes de gestion, de la production, des investissements et de la distribution, adaptés. C'est pourquoi les quatre axes de la réforme économique concernent la planification, les prix, les salaires, les rapports entre l'Etat et les entreprises.

Sur la base du constat qu'une planification centralisée de toute l'économie paralyse celle-ci de fait — ne serait-ce que parce que cette planification ne suit pas et ne peut pas suivre la rapidité des évolutions dans un pays en développement — les responsables chinois opèrent une distinction entre les productions stratégiques — minerais, énergie, céréales, coton — qui sont toujours du ressort de l'Etat, et les productions de biens de consommation qui ne nécessitent pas un contrôle strict de celui-ci. Dès lors ces productions sont définies par les entreprises elles-mêmes, en concertation avec les municipalités, les districts et les provinces le cas échéant. Ainsi, une usine textile de Changzhou, par exemple, n'a pas besoin d'attendre le feu vert de l'Etat pour augmenter ou modifier sa production. L'un des points forts de la réforme concerne les prix et les salaires : l'idée de base est que l'égalité stricte des salaires, quel que soit le travail fourni, et celle des prix quelle que soit la qualité engendrent la stagnation de la production et la faible qualité des produits. Les travailleurs ont un intérêt à produire davantage et mieux, non pas pour l'idée du socialisme, mais dans la mesure où ils vont en retirer un bénéfice en matière de revenu et en qualité de consommation. La réforme met donc en place un système de salaires beaucoup plus individualisés — salaire aux pièces, primes, heures supplémentaires, contrat d'équipe, etc. — qui, visiblement permettent une augmentation conséquente des revenus. En ce qui concerne les prix, hormis les produits subventionnés par l'Etat et ceux fixés par le plan, ils peuvent varier de +20% pour les produits de meilleure qualité à -5% pour les produits dont la qualité est faible.

Le desserrement de la contrainte du système de plan nécessite que soient redéfinis les rapports entre les entreprises et le pouvoir central. En attribuant clairement la responsabilité de la gestion au directeur de l'entreprise, en remplaçant le système de réversion du bénéfice brut à l'Etat par celui d'un impôt versé par l'entreprise qui reste ainsi maîtresse des bénéfices résiduels et donc d'une partie des investissements et de la redistribution aux employés (primes), en créant des filiales de la Banque centrale spécialisées dans les prêts aux entreprises, en permettant aux entreprises de créer leurs propres services commerciaux, la réforme introduit une grande autonomie des entreprises par rapport à l'Etat, ce qui ne signifie pas absence de tout contrôle, par le parti ou par les institutions locales, régionales et centrales.

UN SOCIALISME... A LA CHINOISE

La place nous manque pour approfondir l'étude de cette réforme qui constitue certainement une étape nouvelle et décisive dans le développement de la Chine. Le lecteur se reportera à *Beijing Information* n°44 pour en savoir plus. S'il fallait (provisoirement) conclure, je crois que cette conclusion serait double. Il est évident, lorsque l'on visite même rapidement la Chine, que les progrès réalisés dans le développement économique se traduisent immédiatement par une élévation généralisée du niveau de vie, contrairement à ce qui se passe dans la plupart des pays du Tiers Monde, y compris les NPI (nouveaux pays industrialisés). Le fait que le moteur profond de l'économie soit la satisfaction des besoins populaires est quelque chose de palpable.

Les responsables que nous avons rencontrés sont aujourd'hui très attachés à cette idée — simple au fond — que le socialisme, ça doit être avant tout cela, assurer le bien-être de tous, au plus haut niveau possible.

Ce qui marque également la réforme du système entreprise, c'est son caractère assez largement expérimental : il n'y a en effet pas d'équivalent, dans les pays qui ont tenté ou tentent d'édifier un système socialiste, et les analyses de Marx ou Lénine ne suffisent pas pour résoudre les problèmes rencontrés. Nos interlocuteurs nous sont apparus très conscients du caractère novateur de la réforme, de la multitude des questions qui sont ou vont être soulevées, par sa mise en œuvre, mais aussi très déterminés à aller de l'avant tant est cruciale l'accession de la Chine à un niveau suffisamment avancé de développement.

Dominique LARDEUX

La jeunesse chinoise, aujourd'hui...

250 000 000 de Chinois ont actuellement entre 14 et 28 ans. Enorme potentiel qui constitue ce qu'on appelle, en Chine, la jeunesse. J'ai rencontré Jiang Hong, directeur adjoint de la Propagande auprès de la Ligue de la Jeunesse (2 000 000 de cellules de la Ligue, à travers la Chine, regroupant 48 000 000 de jeunes, dont 180 000 permanents). Homme ouvert, chaleureux, dynamique, Jiang Hong se rend « à la base » dans les campagnes et les usines trois mois par an. Il discute alors directement avec les jeunes de leur situation, de leurs problèmes, de leurs espoirs. Comme on le verra, au cours de notre entretien très animé et très libre, nous avons surtout essayé de traiter des « points chauds » qui touchent directement les jeunes. « Certaines des idées que j'exprime me sont personnelles, elles ne représentent pas forcément les positions de la Ligue de la Jeunesse », m'a dit Jiang Hong. Qu'il en soit ici remercié.

Suzanne BERNARD

S.B. : *Jiang Hong, pouvez-vous dresser pour nous un tableau général de la jeunesse chinoise, aujourd'hui?*

J.H. : La situation est bonne. Comme l'a dit le président Mao, la jeunesse constitue la force la plus active et la moins conservatrice de la société. Mais aujourd'hui, cette jeunesse apparaît très différente de celle des années 50, 60 et 70. La situation des jeunes peut se résumer ainsi : ils ont connu dix années de bouleversement, ils se trouvent en face d'un tournant historique, et ils appartiennent à une génération qui va vivre l'an 2000...

S.B. : *C'est évidemment une situation toute nouvelle...*

J.H. : D'où des caractères nouveaux. Ces jeunes qui ont connu la voie erronée de la révolution culturelle, maintenant doivent prendre en main les quatre modernisations et préparer l'avenir. En conséquence, ils se montrent à la fois plus audacieux dans leurs recherches, et plus responsables et réfléchis. La plupart d'entre eux aspirent aux études, veulent acquérir des connaissances. Ainsi 15 millions de jeunes employés suivent des cours. Le nombre des autodidactes est énorme. Rien que dans le Setchouan, par exemple, on compte 6 millions de jeunes qui, tout en travaillant, poursuivent seuls des études. Des dizaines de milliers d'entre eux ont déjà obtenu, de cette manière, le diplôme de l'enseignement supérieur.

S.B. : *Mais il existe des problèmes...*

J.H. : Indiscutablement. D'abord, il y a les séquelles de la révolution culturelle : à l'âge de leur scolarité, les jeunes n'ont pas reçu une éducation correcte, aussi bien au niveau des connaissances qu'au niveau idéologique. Cela conduit certains d'entre eux, aujourd'hui, à une « crise de confiance ». Ceux-là doutent, remettent en cause, se montrent mécontents des cadres... Bien sûr, il y a des aspects à corriger dans

suite page 30



La Chine en construction, mensuel
Beijing Information, hebdomadaire



On peut se les procurer — ou mieux s'abonner — à la librairie

Les Herbes sauvages,
12 Résidence Belleville-5 Rue de Belleville, 75019 Paris



Rocade récemment aménagée à Pékin

notre société, mais ce sont des aspects partiels et souvent temporaires... La Ligue de la Jeunesse, elle-même, a posé aux jeunes la question : « Comment considérer les phénomènes néfastes de la société? »

S.B. : *Quel est l'idéal des jeunes, aujourd'hui?*

J.H. : D'abord, comme je vous l'ai dit, il y a cette grande soif de connaissances. Et puis, à la campagne surtout, le désir, pour tous, d'arriver à une certaine forme de prospérité, d'enrichissement par le travail, dans le cadre du système de responsabilités. Matériellement et spirituellement, les jeunes veulent que leur vie s'améliore. Ils accordent d'ailleurs une importance de plus en plus grande à leurs loisirs.

S.B. : *Dans un pays socialiste, l'enrichissement peut-il présenter un idéal pour la jeunesse?*

J.H. : C'est une question d'éducation idéologique : il faut résoudre les rapports à instaurer entre les intérêts individuels et l'intérêt d'Etat. Notre parti insiste sur l'enrichissement par le travail. Cet enrichissement permet d'améliorer la vie à la campagne, à tous les niveaux. Ainsi, les paysans, maintenant, donnent eux-mêmes de l'argent pour créer des écoles, etc. Des « villages civilisés » s'organisent ou sont en voie d'organisation. La prospérité commune dépend de l'enrichissement individuel.

S.B. : *Dans la situation actuelle, peut-on encore parler de « politisation » de la jeunesse chinoise?*

J.H. : Cela dépend du sens qu'on donne à ce terme. Autrefois, la politique voulait dire la lutte de classes. Dans ce sens, les jeunes ne s'y intéressent plus. Par contre, ils s'intéressent à l'avenir de notre pays, et aux grands événements de l'actualité internationale. Surtout les cadres de la jeunesse, qui ont une base politique assez solide.

S.B. : *Autre question « brûlante » : les influences de la politique d'ouverture. Pouvez-vous les évoquer pour nous?*

J.H. : L'aspect principal de cette politique est positif. Il s'agit d'une politique juste et qui obtient de bons résultats. Nous prenons conscience de nos retards et de nos insuffisances par rapport aux pays développés. Nous apprenons des techniques avancées de gestion. Il y a aussi des aspects positifs au niveau de l'enseignement, de la culture. Mais certains jeunes subissent de mauvaises influences. Par exemple, ils avancent l'idée : « Il faut servir subjectivement soi-même et objectivement les autres ». C'est l'état d'esprit qui sévit sous le régime de la propriété privée, la défense de l'égoïsme et de l'individualisme... D'au-

tre part, si nous sommes d'accord avec l'humanisme tel qu'il est conçu en Occident, au point de vue moral et éthique, nous ne pouvons pas l'adopter comme conception du monde.

S.B. : *Autres problèmes dominants?*

J.H. : Il existe pour les jeunes des difficultés pour la poursuite des études supérieures, la recherche d'un emploi, le montant des salaires, l'obtention d'un logement quand ils se marient...

S.B. : *Les jeunes sont-ils touchés par le chômage?*

J.H. : On ne peut pas parler vraiment de « chômage », puisque, en Chine, quand on a un travail, on ne risque pas de le perdre. Entre 1979 et 1983, nous avons donné du travail à plus de 40 millions de jeunes. En 1979, il y avait 15 millions de jeunes sans travail. A la fin de l'année dernière, moins de 3 millions. Et encore ce chiffre comprend-il les jeunes qui restent à la maison pour préparer des écoles supérieures, ceux qui préfèrent refuser tel ou tel emploi et attendre, etc. Vous savez, à l'échelle de la Chine, les problèmes ne peuvent être réglés que peu à peu...

S.B. : *Certainement. Depuis sept ans que je vis et travaille en Chine, j'ai pu voir de grandes améliorations dans la vie sociale, les services publics, la vie quotidienne.*

J.H. : Oui, des progrès sont réalisés dans beaucoup de domaines. Pour aider les jeunes à comprendre la situation, nous avons lancé une campagne d'étude des documents de la Rectification du parti. Ainsi peuvent-ils connaître la politique actuelle et se lancer dans la réforme. Le rôle des jeunes est capital pour la réalisation des quatre modernisations dont un des objectifs est de quadrupler la production.

S.B. : *Pouvez-vous nous parler maintenant de l'attitude des jeunes vis-à-vis des traditions, du mariage?*

J.H. : L'Organisation de la Jeunesse souhaite que les jeunes décident librement de leur mariage, sur les bases d'un idéal et d'un sentiment communs. La plupart des jeunes choisissent leur conjoint dans le cadre de leurs études ou dans celui de leur travail. Mais il existe parfois des obstacles. Certains jeunes sont limités par leur profession : les marins, les pêcheurs, les mineurs, les ouvriers du bâtiment, par exemple, tous ceux qui ont des conditions de travail assez dures. Et puis une partie des jeunes filles qui sont allées à la campagne pendant dix ans sont revenues à la ville toujours célibataires, mais elles sont maintenant assez âgées... L'Organisation de la Jeunesse essaie d'aider tous ces jeunes. On organise des rencontres, des soirées, des excursions. Mais, bien sûr, ce sont les jeunes qui décident...

S.B. : *Certains mariages ne sont-ils pas encore « arrangés »?*

J.H. : Oui. Notre pays a connu pendant très longtemps une société féodale. Le mariage « de convenance » existe toujours. Nous essayons de rééduquer les parents qui s'ingèrent trop dans les affaires des jeunes. Et, quand c'est nécessaire, nous n'hésitons pas à recourir à la voie judiciaire...

S.B. : *En Chine, il existe des principes très stricts pour le mariage, le divorce — très rare —...*

J.H. : Oui. Le principe moral : « mon comportement personnel ne doit pas nuire à l'autre » est un principe de base dans le mariage. Et puis il y a des devoirs vis-à-vis de la société. On évite le plus possible la séparation, quand il y a des enfants.

S.B. : *Les contraintes sociales sont aussi très fortes...*

J.H. : Les influences féodales sont encore puissantes. Les jeunes en sont tout à fait conscients.

Les lecteurs nous écrivent



« TRAVAILLEURS » SUR LES MUTATIONS NOUS A DÉÇUS

Notre cellule s'est fixé, depuis plusieurs années, comme axe principal d'intervention et de réflexion, le problème des mutations technologiques. (...) Évoquant la brochure « *Textile, charbon, sidérurgie : quel avenir pour le Nord-Pas-de-Calais* » réalisée début 83 par des militants du Nord, la lettre poursuit : Au cours de ce travail, nous avons été amenés à constater que le phénomène de désindustrialisation et déstructuration se doublait d'un mouvement de restructuration et de réindustrialisation. Il est alors apparu extrêmement important de travailler à cerner ce qui émergeait.

Ce sont ces diverses analyses qui nous ont permis de militer avec succès auprès d'entreprises comme Massey-Ferguson, dans des vieux

quartiers en mutation comme Fives ou Lomme, dans des syndicats et notamment à la CGT, mais aussi à la ville de Lille, dont les nouveaux critères de gestion, dans le cadre de la nouvelle loi sur la décentralisation, stigmatisent, à bien des égards, le service public de demain, efficace et rentable. Riches de ces diverses pratiques, nous nous sommes alors penchés sur les conséquences des mutations technologiques sur la classe ouvrière. Le problème étant de savoir, comment la classe ouvrière, désorganisée, morcelée et divisée, pouvait, à terme, s'appréhender à nouveau comme classe. Ce travail de recherche, fourni et documenté, a été consigné dans une étude. (...)

Pourquoi ce rappel historique? Pour vous faire comprendre notre déception à la lecture du *Travailleurs sur les mutations*.

LA JEUNESSE CHINOISE AUJOURD'HUI (suite)

S.B. : *Encore un point : la jeunesse délinquante. Je crois que dans ce secteur on constate une nette amélioration sur les dernières années...*

J.H. : Incontestablement. Mais il y a encore beaucoup à faire. Dans les années 50, on comptait seulement 0,5 de délinquants pour 10 000 jeunes! Il faudrait rattraper ce record. Actuellement, pour Beijing, on arrive à un taux de diminution de la délinquance, pour les six premiers mois de cette année, de 38,4% inférieur à celui qui existait, lors de la même période l'année dernière. Un grand travail reste à faire auprès des « jeunes perdus », dans le secteur de l'éducation, dans le monde du travail... Mais savez-vous que certains jeunes qui avaient commis toutes sortes de délits, vols, bagarres, etc., sont devenus des travailleurs exemplaires dans leur unité de travail? Ceci nous incite à persévérer.

S.B. : *Une dernière question : les loisirs des jeunes. Il existe apparemment une politique très souple à ce sujet. Dans le domaine de la chanson, par exemple...*

J.H. : Nous sommes pour des loisirs sains. Mais nous laissons les jeunes faire leur propre tri, et nous nous gardons bien de trop les contrôler. Les changements de ces dernières années nous autorisent à leur faire confiance.

S.B. : *Un dernier mot, pour la conclusion?*

J.H. : Il y a aujourd'hui en Chine un million de jeunes « de choc », prêts pour une nouvelle Longue Marche. Je les laisse conclure pour moi en citant simplement le mot d'ordre qu'ils ont choisi eux-mêmes : « Pour le renouveau de la Chine! »

Abonnez-vous à PCML Flash et TRAVAILLEURS

Abonnement groupé :
6 mois : 80,00 F 12 mois : 150,00 F
soutien : 100,00 F soutien : 200,00 F

Nom

Prénom

Adresse

Code postal

Envoyez votre règlement (chèque bancaire ou postal) à : Presse d'Aujourd'hui, B.P. 90, 75962 Paris Cedex 20

Que le journal ouvre ses colonnes est une bonne chose. Une telle attitude marque notre volonté d'ouverture. Cependant ce qui en fixe le cadre, ce sont nos propres analyses. Or notre parti était singulièrement absent de cette réflexion (et les quelques lignes hétéroclites résumant notre point de vue, ne pouvaient, en tout état de cause, en tenir lieu). De là, à ce que certains disent que notre parti n'a rien à dire... il n'y a qu'un pas...

Pourtant, vous deviez être en possession de notre étude, qui n'était pas moins intéressante et qui avait le mérite de faire état de la réflexion du parti dans une région et à un moment donnés.

Pourquoi ne l'avoir même pas mentionnée? Nous sommes d'autant plus étonnés de cet oubli que les points de vue que nous y développons trouvent un écho favorable au niveau de certaines structures syndicales et non des moindres. (...)

Cellule Pierre Semard (Hellemmes)

NDLR. Ce numéro de *Travailleurs* consacre deux pages (12 et 13) à la publication de contributions sur le sujet, dont un extrait de l'étude des militants du Nord, qui étaye et enrichit les analyses d'ensemble de *Travailleurs* n°23. Le dossier est loin d'être clos d'ailleurs.

PCML-FLASH M'INTERESSE...

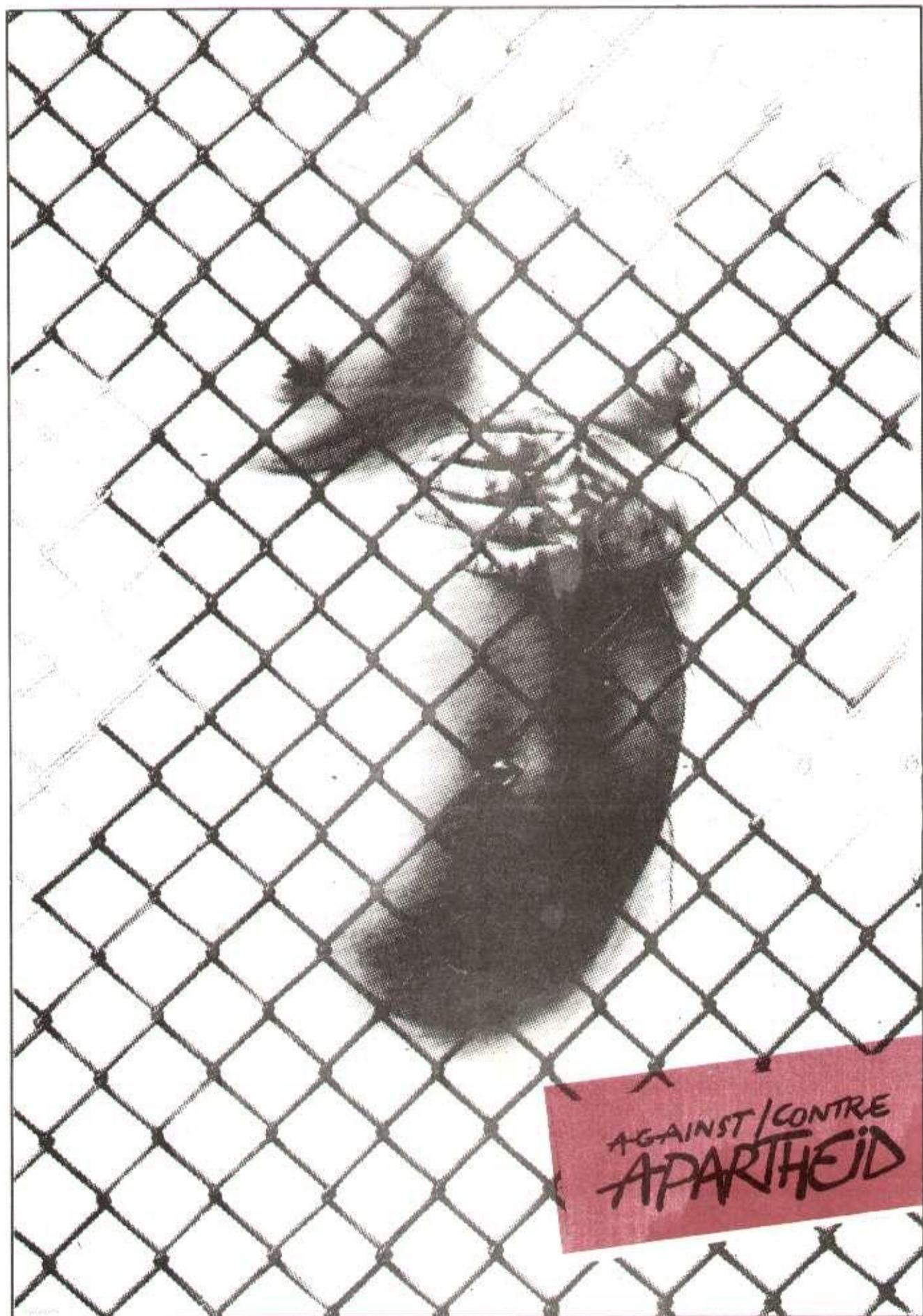
Suite à votre interrogation du n°106 de *PCML-Flash*, je peux vous dire très rapidement que la forme et le contenu de *PCML-Flash* me permettent de le lire intégralement toutes les semaines, ce qui est indéniablement mieux que les journaux qui s'entassent sans être ouverts. L'éditorial joue généralement un rôle, pour moi, de boussole. Cette feuille m'intéresse donc...

B.G. (Gap)

ANTIRACISME SUR GRAND ÉCRAN

Il y a un peu plus d'un an, un jeune Algérien, Habib Grimzi, était sauvagement assassiné par trois candidats légionnaires dans un train. Un fait odieux qui reste dans toutes les mémoires. Aujourd'hui, même si « toute ressemblance... etc. etc. », Roger Hanin a fait un film à partir de ce « fait divers », un film-dénonciation, sans manichéisme ni outrance... Par-delà le crime, « *Train d'enfer* » vise le climat d'intolérance et de haine que distillent certains à droite et à son extrême... Le scénario est signé Jean Curtelin, un habitué de l'antiracisme (« *Dupont Lajoie* »). Après la dénonciation du racisme et de la haine criminelle, sort aujourd'hui sur nos écrans « *Thé à la menthe* » (encore Curtelin au scénario) : le frais parfum du droit à la différence...

C.D.



AGAINST / CONTRE
APARTHEID

Plus que jamais, l'action internationale contre l'apartheid doit s'amplifier. En France, le Mouvement anti-apartheid et l'AFASPA organisent des rassemblements mensuels de protestation devant l'ambassade d'Afrique du Sud, 59, Quai d'Orsay 75007. Le prochain : le 28 mars à 18 heures.